PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

1er JUIN 1965 - N° 38 — Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

LA SEMAINE SANGLANTE

A SAINT-DOMINGUE, les combats ont cessé depuis quelques jours. Ce n'est peut-être qu'un répit. Mais l'heure est aux négociations. Notre gauche et nos libéraux peuvent se laisser à la joie de voir la paix revenue. Ils en sont même à plaindre ces pauvres Américains qui se sont fourvoyés à aller faire la guerre avant de comprendre que la véritable solution était dans la discussion et le compromis. Heureusement, n'est-ce pas, Washington s'est enfin rendu compte de son erreur et est revenu à de meilleurs sentiments. La preuve : ses efforts actuels pour mettre en place un gouvernement de compromis et. par là, ses démêlés avec la junte militaire du général Imbert Barreras.

Ainsi, le bruit des fusillades est étouffé par celui des misérables parlottes des représentants de l'O.N.U. ou ceux de l'O.E.A.

Les milliers et, bien plus probablement, les dizaines de milliers d'hommes, car dans cette sorte de guerre le véritable chiffre des victimes n'est connu que beaucoup plus tard, morts les armes à la main ou face au peloton d'exécution sont oubliés, avant même d'être exécutés pour certains.

Pourtant, pendant cinq jours, quelques milliers d'hommes se sont défendus, pied à pied, contre un ennemi supérieur en nombre et surtout en armement. Pour reprendre les quartiers ouvriers, malgré les chars, l'artillerie, l'appui logistique, les conseillers militaires, l'argent des Américains, les mercenaires de l'impérialisme ont dû procéder au « nettoyage » maison par maison, rue par rue, bloc par bloc. Plusieurs jours après que toute résistance organisée eut pris fin dans ces quartiers ouvriers du nord de la capitale dominicaine, la police du général Imbert continuait encore le ratissage de la ville, les exécutions sommaires n'épargnant même pas les femmes ou les enfants.

Ainsi, par l'héroïsme des combattants populaires aussi bien que par la sauvagerie de la répression, Saint-Domingue prend désormais la même signification que la Commune de Paris, Varsovie ou Budapest. Ce sont les professionnels de l'information, journalistes ou radio-reporters, qui ont d'eux-mêmes retrouvé l'expression « semaine sanglante », empruntée aux massacres de mai 1871, pour décrire ce qui se passait à Saint-Domingue.

C'est d'ailleurs la même pourriture morale qui se dégage du côté de la grande bourgeoisie dominicaine, dont les femmes et les filles, accompagnées de leurs bonnes, manifestaient après que les quartiers ouvriers soient tombés pour que les Américains veuillent bien permettre qu'on liquide le dernier bastion du colonel Camano. Tout comme les élégantes chrétiennes versaillaises, il y a cent ans, venaient assister aux exécutions des communards vaincus. La haine et le désir de vengeance des possédants est toujours à la mesure de leur peur.

Le plus révoltant, c'est la cynique comédie de neutralité jouée par les Américains. Après avoir débarqué pour protéger, soit-disant, les femmes et les enfants américains résidant à St-Domingue, après être restés pour empêcher la guerre civile, tout en fournissant toute l'aide désirable, en hommes, en matériel et en argent aux forces contre-révolutionnaires, les voilà maintenant à la recherche d'une solution pacifique.

Une solution pacifique qui repose sur des milliers de cadavres. Le problème, pour Washington, était d'inverser le rapport des forces qui était, depuis le 24 avril, d'une façon écrasante en faveur des forces populaires.

● Suite page 7

GREVES PEUGEOT

LIRE EN PAGE 4 : DANS LA RUBRIQUE « ECHOS DES ENTREPRISES »

U.R.S.S. - U.S.A. chacun chez soi où la COEIXSTENCE PACIFIQUE

EN BOLIVIE

L'armée contre les mineurs

EN Amérique latine, les militaires à la Imbert Barrera ont repris l'offensive contre leurs adversaires politiques « conciliateurs » et libéraux.

Ils sont en droit, effectivement, de penser que les protecteurs des massacres de Saint-Domingue ne leur refuseront pas les dollars si eux-mêmes passent à l'attaque dans leur pays respectif.

Au Brésil, l'accusation de complot « communiste » permet de multiplier les arrestations de ceux qui réclament l'amnistie des détenus politiques et condamnent les interventions U. S. à Saint-Domingue et au Viet-nam.

En Bolivie, le général Barrientos se met en position de force pour se faire élire « démocratiquement » en octobre prochain. Pour cela, il exile au Paraguay Juan Lechin, leader de la Fédération des mineurs, principal opposant à son élection, provoquant ainsi délibérément la colère de 200 000 mineurs.

En fait, depuis le début de novembre 1964, après une semaine d'émeutes populaires et le renoncement au pouvoir du Président Estensoro, le général parachutiste Barrientos s'était retrouvé « maître de l'ordre », à la tête d'une junte militaire. Pour cela, il avait dû « rejoindre » le « Comité Révolutionnaire » animé essentiellement par les syndicats — après avoir réprimé dans le sang le soulèvement des mineurs d'Oruro — tout en repoussant militairement les partisans de Juan Lechin qui voulaient s'emparer du Palais de la Paz.

Le pays se trouvait sans gouvernement officiel avec, d'un côté, une junte militaire commandée par Barrientos et, de l'autre, le comité révolutionnaire animé par Lechin. Barrientos ne pouvait rayer d'un trait de plume « l'opposition de gauche » et, en particulier, les syndicats de mineurs. Il lui fallait composer avec. La coexistence ne pouvait être de longue durée.

Mais pour gouverner la junte militaire a besoin d'avoir l'accord de la Centrale ouvrière. Elle veut le faire en épurant de cette centrale les dirigeants qui lui sont hostiles — Lechin en exil, plusieurs personnalités de gauche arrêtées, des dirigeants syndicaux en fuite — en faisant nommer des dirigeants syndicaux agréés par elle et qu'elle puisse intégrer au gouvernement. Tel est le sens de la provocation montée contre les mineurs. La junte a pu envoyer son armée pour rétablir « l'ordre ».

Mais rien n'est encore réglé, car même si Barrientos remaniait suffisamment la centrale ouvrière pour avoir un appareil qui lui soit acquis, cet appareil n'aurait de valeur que s'il était écouté par les masses travailleuses. Et les masses travailleuses auront toujours des exigences auxquelles la junte militaire répondra par la mitraille.

Un accord sur le cessez-le-feu entre Barrientos et la centrale ouvrière vient d'intervenir. Il prévoit la suspension de l'ordre de grève générale donné pour protester contre l'exil de Juan Lechin, le retour dans leurs casernes des troupes qui occupent les quartiers ouvriers de la Paz et le RETRAIT PROGRESSIF des contingents qui entourent et occupent les différents centres miniers.

Barrientos a demandé aux Etats-Unis de lui vendre des armes. La demande est éloquente et veut certainement faire son effet, mais elle n'intimidera pas les mineurs qui se sont réfugiés dans les montagnes voisines.

En Bolivie, comme dans tous les pays d'Amérique latine, la bourgeoisie nationale se trouve prise entre le marteau de l'impérialisme et l'enclume du prolétariat, relativement fort par rapport à elle et organisé.

Aussi, Estensoro lui-même, champion du neutralisme ni impérialiste ni communiste mais « nationaliste », venu au pouvoir en 1952, en armant les bureaucraties syndicales qui encadraient les travailleurs, s'était-il rapidement soumis à l'impérialisme en acceptant les dollars du gouvernement américain et en refusant les prêts de l'U.R.S.S.

Si l'acquis de 1952-53, nationalisation des mines et embryon de réforme agraire était conservé, la bourgeoisie nationale, pour rester

● Suite page 7

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Institutionalisation de la ségrégation

MARDI 18 mai, le Conseil des Ministres donnait son approbation totale au plan de réforme de l'enseignement dit « Plan Fouchet » dont les organisations compétentes de l'Education Nationale (Conseil Supérieur de l'E.N.) n'avaient eu connaissance que le matin même, sans possibilité de discussion, et que les députés devaient examiner le lendemain. Ce projet suscite finalement des « critiques mesurées » (Le Monde, 21 mai), plus mesurées que prévu, par suite de l'abandon de certaines mesures, telle la formation des professeurs en deux ans. Sans doute les organisations syndicales dénoncent-elles la « procédure secrète » employée par le gouvernement dans l'élaboration de son projet, le caractère improvisé de nombreuses mesures et certaines dispositions. Mais la protestation reste verbale et nulle action, nul plan d'ensemble ne sont opposés à la réforme Fouchet. Mieux encore, le S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire laïque affilié à la Fédération de l'Education Nationale) et le S.G.E.N. (Syndicat Général de l'Education Nationale, CFDT), faisaient savoir, vendredi 21 mai, que la grève administrative lancée le 12 février pour améliorer les condition de travail, lutter contre le Plan Fouchet, était suspendue, sans qu'aucune autre action ne soit envisagée.

Pourtant ce projet, qui remanie les enseignements secondaires et supérieur est lourd de conséquences, sous des allures d'improvisation, il s'intègre dans une offensive générale contre l'école laïque et les tentatives de démocratisation de l'enseignement.

L'improvisation est incontestable. Les réformes d'urgence se succèdent par décret, sans plan d'ensemble ; modifications multiples du premier bac, rebaptisé « probatoire » et finalement supprimé d'un trait de plume en septembre 1964, car, faute de personnel, son organisation en devenait impossible. Multiplication des expédients face à « l'explosion scolaire » : classes surchargées, le maximum « légal » étant porté à 50 élèves, cours dans des couloirs « aménagés », dans les réfectoires, recrutement des professeurs par petites annonces dans certaines académies, et appel croissant à tous les niveaux aux « contractuels » peu qualifiés et sans formation pédagogique (système commode pour le reclassement des officiers subalternes que la « modernisation » écarte de l'armée). Enfin, faute de place, des dizaines de milliers d'élèves restent à la porte des lycées à la fin de la classe de 3e et n'ont qu'une perspective : entrer dans la production sans qualification.

Mais derrière l'incohérence se cache une ligne directrice qui répond à deux objectifs essentiels :

● Suite page 2

VENDREDI 25 JUIN à 20 h 30
à la Mutualité - Salle D - 1er étage

PREMIERE REUNION DU CERCLE LEON TROTSKY

En créant le Cercle Léon Trotsky, « Voix Ouvrière » se propose d'exposer le point de vue des marxistes révolutionnaires sur les grands problèmes du monde moderne. Ses réunions se poursuivront à partir d'octobre une fois par mois. Les réunions du « Cercle Léon Trotsky » ne seront pas publiques. Inscriptions et invitations dans nos permanences ou en nous écrivant. Les amis de « Voix Ouvrière » pourront participer à la première réunion sur présentation de leur carte.

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT
Institutionalisation de la ségrégation

● Suite de la page 1

— fournir l'aide financière de l'Etat à l'enseignement confessionnel, en empiétant le moins possible sur sa liberté ;

— organiser un enseignement au service du capitalisme moderne, tout en garantissant l'accession à la culture pour « l'élite ».

***

Portée au pouvoir par la révolution de 1789, la bourgeoisie eut immédiatement le souci de mettre en place une école publique contrôlée par l'Etat (jusque là les seules écoles existantes, étaient tenues par les Congrégations religieuses) et devant être une école de « Républicanisme » et de « patriotisme » capable de diffuser l'instruction minimum réclamée par l'économie industrielle naissante et le fonctionnement de la démocratie bourgeoise. Très vite se posa le problème de l'enseignement libre et de ses rapports avec l'enseignement public — 3 types de rapport sont possibles :

— l'intégration, qui fait disparaître l'enseignement libre ;

— la liberté, qui sépare rigoureusement les deux enseignements, les établissements confessionnels ne recevant de subsides que des familles et des organisations religieuses ;

— l'octroi de subventions de l'Etat aux écoles privées, assorti d'un contrôle plus ou moins rigoureux.

Le maintien d'un enseignement catholique (la majorité des écoles privées sont confessionnelles et catholiques) semble indispensable aux couches dirigeantes de la bourgeoisie pour freiner la diffusion des idées révolutionnaires et former toute une jeunesse docile et bien pensante, pépinière de « cadres » ; par contre, la petite bourgeoisie est volontiers anticléricale ; d'autre part l'Eglise adopte parfois une ligne politique anti-républicaine qui inquiète les sphères bourgeoises (c'est le cas de 1871 à 1875, avec le soutien aux tentatives de restaurations monarchiques). Selon la combinaison des différents facteurs politiques et sociaux, la thèse de la liberté ou celle de l'aide, l'emporte.

Au cours de la révolution de 1789, l'Eglise perd le monopole de l'enseignement, et ses écoles sont fermées, les congrégations étant dissoutes. Mais la Restauration lui redonne un rôle de premier rang dans le domaine éducatif : 1824, les instituteurs sont placés sous l'autorité des évêques. La révolution de 1830 rend le pouvoir à la bourgeoisie, cependant l'action des ouvriers parisiens en 1830, et plus encore en 1848, où apparaissait pour la première fois les revendications propres des prolétaires l'apparition des idées socialistes inquiètent la classe dirigeante. Effrayés, les députés votent le 15 mars 1850 la « loi Falloux » qui instaure un régime scolaire très favorable à l'Eglise. Elle accorde la liberté à l'enseignement secondaire, avec possibilité pour les établissements privés d'obtenir des subventions des collectivités locales (article 69, toujours en vigueur, grâce auquel les écoles libres reçoivent de généreux subsides des conseils généraux UNR).

Elle impose l'enseignement du catéchisme à l'école, et n'établit sur l'enseignement privé qu'un contrôle très lâche, alors qu'à tous les niveaux l'université est contrôlée par des Conseils où siège le clergé. Monseigneur Parisis résume la satisfaction de l'Eglise en disant : « La loi du 15 mars 1850 non seulement fait faire un premier pas à cette liberté de l'enseignement que nous réclamions avec tant d'insistance, mais elle a fait entrer le prêtre à tous les degrés dans la direction et la surveillance de l'enseignement officiel ».

L'écrasement de la Commune qui avait voulu ouvrir gratuitement au peuple la totalité des établissements d'instruction « débarrassés de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat » (Marx) ouvre une période de réaction, connue sous le nom « d'ordre moral ». La cléricalisation de l'enseignement s'accroit, mais la hiérarchie catholique s'engage à fond derrière les royalistes, ce qui gêne le gouvernement bourgeois de la troisième République, et exaspère l'anticléricalisme de la petite bourgeoisie, base électorale des fractions Radicales. Le prolétariat se relève peu à peu ; par le suffrage universel rétabli il envoie au Parlement des députés républicains qui se trouvent contraints d'accorder à leur clientèle quelques satisfactions : et la diffusion d'une instruction élémentaire s'impose devant l'extension du machinisme. La consolidation de l'enseignement public devient une nécessité à divers égards ; elle sera en partie l'œuvre de Jules Ferry.

— 1880 : enseignement secondaire pour les filles ;

— 1881-82 : gratuité et obligation scolaire de 6 à 13 ans (le premier projet de gratuité et d'obligation soutenu par Duruy en 1863 s'était attiré des critiques « humanitaires » de ce genre : « cela imposera une diminution des ressources pour la famille, l'enfant du pauvre lui rend une foule de petits services qui atténuent pour tous deux la misère ... on gêne ainsi le travail ... on diminue la production » (qui jusqu'en 1874 employait « légalement » des enfants de moins de 12 ans) (cité par Duruy - 1863) ;

— 1886 : laïcisation des programmes et du personnel.

Les Radicaux, luttant contre les socialistes pour garder leur électorat urbain et soucieux de canaliser l'énergie populaire en dehors des luttes sociales, lancent de 1901 à 1905 l'offensive contre l'Eglise : les Congrégations perdent le droit d'enseigner, l'Etat et l'Eglise se séparent en 1905 et de nombreuses écoles catholiques doivent fermer.

Pourtant l'enseignement catholique se relève rapidement, entre les deux guerres, car la bourgeoisie, effrayée par la révolution de 1917 et ses répercussions en Europe, mise sur son influence. Les positions laïques sont grignotées et les mesures prises par le régime Pétain « ne sont que l'aboutissement de ce renouveau de dynamisme confessionnel » (B. Mégrine — La question scolaire en France — Que sais-je). Pendant le régime de Vichy, les Ecoles Normales sont dissoutes — l'instruction religieuse est réintroduite dans les horaires — les Congrégations retrouvent le droit d'enseigner, et des subventions sont versées à leurs écoles en difficulté.

A la Libération l'épiscopat, s'appuyant sur le M.R.P., s'efforce de conserver les avantages acquis, mais une ordonnance de 1945 abolit la législation Pétain, et socialistes et communistes ayant la majorité — au sein du gouvernement tripartite — envisagent une refonte de l'enseignement. Une commission d'étude dirigée successivement par Paul Langevin et Henri Wallon, de 1944 à 1947 élabore un projet dit Plan Langevin-Wallon. Celui-ci n'est pas une panacée, mais il envisage une réforme de l'enseignement dans une optique généreuse sinon socialiste. Trois points essentiels en ressortent :

1° L'enseignement devrait être unique (donc intégration des établissements privés). L'Education Nationale doit avoir la responsabilité de l'enseignement « à tous les niveaux » et « sous tous ses aspects ».

2° La spécialisation des études doit se faire le plus tard possible. La scolarité est portée à 18 ans. Après le premier cycle (de 6 à 11 ans) un « tronc commun » accueillerait les élèves de 11 à 15 ans, les élèves y recevraient une culture générale élevée, tout en adoptant à partir de la troisième année des options souples permettant de déceler leurs aptitudes particulières. En fin de compte seulement de 15 à 18 ans l'on se répartiraient entre des branches différentes (section pratique, professionnelle, ou théorique). Ceux qui seraient suffisamment doués passeraient dans le « supérieur ».

Un système réaliste de bourses et un pré-salaire à partir de 15 ans compléteraient la gratuité.

3° Une haute qualification des maîtres, tous licenciés, devrait être exigée, qualification portant à la fois sur la formation intellectuelle et sur une solide préparation psycho-pédagogique.

Mais quand en 1947 s'achève le tripartisme, ce plan est toujours enfoui dans les tiroirs (où il dort toujours) et malgré que communistes et socialistes aient la majorité ils n'ont guère fait pour le faire sortir de sa situation de projet. Il ne fallait pas déplaire à l'allié M.R.P. A plus forte raison, par la suite, les gouvernements de la IV[e] et de la V[e] République renforcent l'enseignement catholique et abaissent la valeur de l'enseignement public.

Ainsi, les lois « Marie » du 21 septembre 51, et « Barangé » du 28 septembre 51 étendent aux écoles privées les bourses d'Etat accordées aux élèves du primaire, cette allocation est mandatée aux Associations de parents d'élèves des établissements libres, et doit être affectée en priorité à la revalorisation du traitement des maîtres — en contrepartie du contrôle des installations matérielles, des études et du personnel qui est resté fort discret.

La loi Barangé posait la nécessité d'une révision d'ensemble du système scolaire, laissant deviner le sens souhaité. Cette réunion sera l'œuvre du gouvernement gaulliste qui s'appuie dans ce but sur l'Association des parlementaires pour la liberté de l'enseignement (400 députés en 1963).

Le 31 décembre 1959, vote d'une première loi scolaire, par 427 voix contre 71. Elle modifie l'enseignement primaire (scolarité portée à 16 ans — mais l'application qui devait commencer en octobre 1967, semble compromise par manque de locaux et de maîtres, faute de crédits) ; surtout elle établit de nouveaux rapports avec l'enseignement libre, dont les finances s'essoufflent et qui craint de précipiter la baisse de ses effectifs en chargeant davantage les familles.

Une formule nouvelle lui est offerte : le conventionnement par contrat, l'Etat pouvant assumer tout ou partie de l'enseignement de l'établissement privé. On distingue deux sortes de contrat :

— le contrat simple,

— le contrat d'association.

Les contrats d'association sont applicables aux établissements des 1[er], 2[e] degré et techniques s'ils répondent « à un besoin scolaire reconnu ». L'Etat rémunère le personnel, formé soit de maîtres de l'enseignement public, soit de maîtres sous contrat, ce qui permet aux ecclésiastiques enseignant de recevoir un traitement public ; il pourvoit à l'entretien des classes. L'enseignement suit dans ce cas les programmes de l'Education Nationale et devient gratuit.

Les contrats simples ne prévoient la prise en charge, partielle ou totale, que du personnel, et laissent une plus grande autonomie à l'établissement libre.

Au début de 1963, sur 16.000 établissements privés environ, ont été souscrits :

	1[er] deg.	2 deg.	Techn.
Contrats simples	9.000	491	137
Contrats d'association ..	105	292	69

Le coût élevé de l'enseignement dans le deuxième degré explique le choix du contrat.

Cette loi de 1959 a été complétée en 1960 par la création des aumôneries dans les lycées publics.

● Suite page 7

Le mythe des "réformes de structures"

La nationalisation de l'acier en Angleterre nous montre ce qu'elles valent

Alors que dans la « gauche » française et étrangère on cherche à élaborer une stratégie soi-disant nouvelle axée sur « l'unité de la gauche » pour des « réformes de structures » il est intéressant de voir ce que réalise en Angleterre le gouvernement «socialiste» de Wilson en matière de réformes de structures.

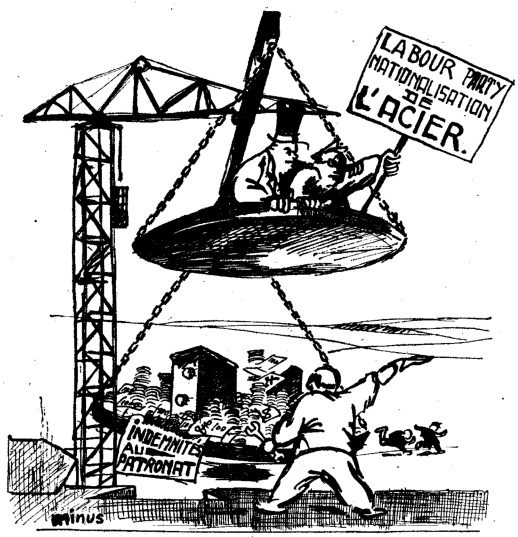
Ainsi on peut voir ce que réalise un parti « ouvrier » au pouvoir et quels sont les coups qu'il porte au grand capital.

Le livre blanc sur la nationalisation de l'acier publié par le gouvernement Wilson et approuvé le 7 mai justifie ainsi cette nationalisation.

1) Le coût élevé des investissements dans cette branche d'industrie explique l'incapacité dans laquelle se trouvent les firmes privées de les financer sans l'aide de l'Etat.

2) Il faut nationaliser l'industrie de l'acier pour centraliser les activités de cette importante branche de l'économie. La nationalisation permettra de centraliser la planification des investissements, de rationaliser la production et la structure de l'industrie, en éliminant l'équipement désuet.

Cette nationalisation touchera les 13 plus grandes sociétés qui représentent 90 % de la production sidérurgique.



Mais il ne s'agit nullement d'une expropriation. Les capitalistes propriétaires des entreprises seront indemnisés pour une valeur globale de 550 millions de livres sterling. Aussi, trois jours après la publication de ces données par le gouvernement, les valeurs sidérurgiques, au lieu de tomber au Stock Exchange (la Bourse de Londres) sont montées en flèche. Il était en effet apparu que le prix qui sera payé aux actionnaires pour la renationalisation dépassait de 60 % les cours de clôture de la Bourse.

Ainsi, il s'agit simplement pour les sociaux-démocrates au pouvoir de rationaliser le capitalisme anglais dont ils sont les loyaux gérants.

Ce que les capitalistes privés étaient incapables de faire, investir suffisamment pour moderniser l'industrie de l'acier, c'est l'Etat avec l'argent des contribuables, qui le fera.

Bien entendu, dans le cas où cette nationalisation déplairait trop aux capitalistes, on leur donne l'assurance que seule une centrale étatique suffira (cf. les déclarations de Georges Brown, ministre « socialiste » des Affaires économiques à la Chambre des Communes) et lorsque les électeurs, écœurés du gouvernement travailliste, renverront au Parlement une majorité conservatrice, on rendra l'industrie de l'acier modernisée et remise en état grâce aux deniers publics à leurs anciens propriétaires.

Les « réformes de structures », opérées par les sociaux-démocrates, ne visent qu'à aider le capitalisme en difficulté, lorsque les partis bourgeois ne sont plus capables d'exercer le pouvoir sous leur véritable visage.

Le gouvernement travailliste en Grande-Bretagne aujourd'hui ne suit pas d'autre politique que celle du « socialiste » Léon Blum en 1936, alors appuyé par les staliniens ou celle des gouvernements tripartistes de la Libération quand, staliniens, sociaux-démocrates et M.R.P. s'unissaient pour reconstruire le capitalisme français au nom de l'unité nationale.

Un journal financier belge « l'Echo de la Bourse » a donné le 4 mai dernier l'appréciation suivante de la nationalisation réalisée en Grande-Bretagne.

« En fait, M. Wilson lance les « dés pour faire accepter à son « aile « gauche » une politique économique et sociale, des mesures « fiscales, un blocage des salaires « que n'eussent assurément pas « désavoué les Tories (conservateurs) et que réclament les parlementaires étrangers de la Grande-« Bretagne, fort préoccupés des « difficultés de la livre sterling.

« Les observateurs les plus clairvoyants n'hésitent pas à dire « que si elles sont fort impopulaires, les mesures officielles n'en « évitent pas moins de plus sévères encore. Et il est extrêmement difficile d'appliquer aujourd'hui en Grande-Bretagne la politique de M. Brown en matière de revenus et de prix à laquelle le gouvernement a pratiquement lié son sort. En effet, il y a une sorte de défi à demander aux syndicats de restreindre leurs revendications salariales lorsque le plein emploi est pratiquement absolu, lorsque les chefs d'entreprise font presque la « chasse » aux travailleurs... »

Il n'y a rien à ajouter : le gouvernement travailliste a tout simplement entrepris de réaliser ce que les conservateurs étaient incapables de faire.

Cependant, pourquoi ferions-nous confiance aux équivalents français du parti travailliste et à leurs réformes de structures et « nationalisations véritables » ?

H. GRAFF

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « echos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE «VOIX OUVRIERE»

«PAS DE POLITIQUE» C'EST LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE

On se fait à tout, dit-on, et, effectivement, plus personne ne s'émeut des bombardements quotidiens ou bi-quotidiens du Nord-Vietnam par l'aviation des Etats-Unis.

Ce que cela doit représenter de deuils, de souffrances, de chairs broyées, de flaques de sang, d'hommes, de femmes et d'enfants déchiquetés, éventrés, amputés ou hurlant leur douleur et leur terreur, personne ne fait guère d'effort pour l'imaginer.

Et pourtant, cela est fait deux ou trois fois par jour par des militaires d'une grande puissance, moderne, civilisée et « démocratique ».

Pourquoi le fait-elle ? Pour punir ces hommes, ces femmes, ces enfants, du fait que les fantoches qui dirigent le Sud-Vietnam subissent défaite sur défaite de la part des guerrilleros plus riches de courage que d'armements et de vivres.

Et ces meurtres quotidiens n'empêchent personne de dormir. Pas plus que le massacre de milliers d'innocents à Saint-Domingue où l'on fusille au coin des rues.

Il vaut mieux n'y pas penser, diront certains, puisqu'on ne peut rien y faire.

Non bien sûr, malheureusement, nous ne pouvons rien y faire et l'impérialisme américain a entièrement les mains libres. Il n'existe pas, aux Etats-Unis, d'organisations ouvrières, d'organisations de gauche suffisamment fortes pour paralyser par la grève la machine de guerre américaine, ou pour placer le gouvernement U.S. face à de puissantes et dangereuses manifestations de travailleurs dans les rues. Non, aux U.S.A., cela n'existe pas. Cela n'existe pas parce que les seules organisations ouvrières puissantes sont des syndicats aussi puissants que des entreprises capitalistes et qui défendent il est vrai, dans une certaine mesure, les intérêts économiques des travailleurs mais qui défendent encore bien plus le régime capitaliste. Ce sont des professionnels qui gagnent leur vie dans la défense des intérêts ouvriers et qui sont à peu près aussi inséparables des capitalistes que les avocats sont inséparables des juges, des greffiers, et de tout le personnel de la « Justice » dont il font partie.

Evidemment, l'ouvrier américain y trouve « son compte ». S'il n'est pas chômeur, il vit à peu près bien : la bourgeoisie américaine est suffisamment riche pour le lui permettre. Mais en ayant ignoré les intérêts généraux de la classe ouvrière, les intérêts politiques de la société, en acceptant de soutenir des syndicats qui ne défendent que les intérêts corporatistes, les ouvriers américains se retrouvent aujourd'hui désarmés devant leurs gouvernants.

Bien sûr, l'intervention au Sud-Vietnam ou à Saint-Domingue ne coûte pas encore bien cher aux ouvriers américains. Quelques centaines de morts en tout.

Mais en Amérique latine, les U.S.A. ont fait un pas : ils sont intervenus directement. Tout laisse penser que le gouvernement américain s'engage là-bas sur la voie des interventions de plus en plus systématiques et de plus en plus larges.

Au Sud-Vietnam, l'armée U.S. est engagée dans un processus irréversible. A moins que les dirigeants américains ne cèdent, et les ouvriers américains n'ont aucun moyen de les faire céder, c'est bientôt cent, deux cents, puis cinq cent mille ou un million d'hommes qu'il faudra là-bas.

On n'arrête ni les idées, ni les peuples qui veulent s'émanciper. Et les U.S.A. viennent de s'engager dans un processus qui, si personne ne l'arrête, enverra des millions de prolétaires américains mourir, pour les intérêts des capitalistes et des banquiers, aux quatre coins du monde, dans une troisième guerre mondiale encore plus désastreuse et horrible que ne fut la seconde.

Et souvenons-nous en ce qui nous concerne, qu'en ce cas nous serions partie prenante que les U.S.A. ne livreraient pas combat en Amérique latine et en Asie en laissant l'Europe à l'écart du conflit.

Aujourd'hui, nous n'y pouvons rien, c'est certain ; mais, demain, lui, sera tel que nous l'aurons préparé.

V. O.

L'ACTION REVENDICATIVE

A LA C.A.F.L.

FRAPPER FORT ET JUSTE

Rien n'a changé depuis quinze jours. Les syndicats continuent à palabrer avec le patron avec autant de succès que par le passé c'est-à-dire aucun.

Mais est-ce étonnant ? Pourquoi le patron nous lâcherait-il quelque chose ? Emu par la dégradation de notre niveau de vie ? Allons ! Avec un patron on ne joue pas aux sentiments. On frappe là où il est sensible, et son point sensible c'est son coffre-fort.

Mais le patron a la peau dure, les grégrèves tournantes, même si elles sont suivies, le harcèlent mais ne lui font pas mal. Ses bénéfices restent à peu près intacts.

Or les syndicats ne nous proposent rien d'autre que des grèves tournantes. Ou, à la rigueur, comble de combativité : des grèves régionales de deux heures.

Et le résultat est toujours le même. Le patron lock-out, nous perdons plusieurs heures de salaire et nous ne gagnons rien.

L'organe de la C.G.T., « l'Etincelle » nous traite d'exaltés et nous accuse d'encourager des actes de vandalisme — sans doute parce que contre ses hésitations, ses tergiversations, ses dégonflades, nous prétendons que la grève est autre chose que la caricature que les syndicats en font.

La grève, c'est une de nos armes principales contre le patron. Quand nous voulons en faire usage cela ne doit pas être dans l'unique but d'alimenter les communiqués des journaux locaux. Nous devons d'abord être convaincus de sa nécessité et la décider tous ensemble. Et une fois que nous avons décidé la grève, nous ne devons pas reprendre le travail tant que la Direction ne lâche pas pied. Pour cela c'est nous qui devons organiser et diriger la lutte et non pas, nous débarrasser de nos responsabilités sur les syndicats. Il est possible de faire reculer le patron de cette manière et c'est la seule manière de le faire reculer.

Et n'oublions pas de mettre en tête de nos revendications le paiement des heures de grève. Il fut obtenu déjà par le passé, il n'est donc pas impossible à obtenir. De toute façon, c'est le patron qui nous acule à faire la grève, c'est à lui d'en payer les frais.

Si défendre ses opinions c'est être exaltés, nous sommes des exaltés. Mais il nous appartient à nous tous, travailleurs de la C.A.F.L. de réfléchir et de discuter s'il y a d'autres façons de vaincre le patron, car notre avenir dépend de notre volonté de lutter et de notre capacité de choisir la bonne manière.

(Extrait du n° 45 de la V.O. C.A.F.L.).

CHEZ BOURGOGNE ELECTRONIQUE

LA GREVE DU SILENCE

Depuis le 15 avril c'est la trêve. Les syndicats avaient annoncé dans la presse deux nouveaux débrayages qui n'ont pas eu lieu ; puis dans un tract ils nous demandent d'attendre le bilan de mai, or le mois de mai est terminé.

Pourquoi avoir commencé une action si c'est pour ne pas la poursuivre ? Certains délégués disent à qui veut bien les entendre que ce sont les travailleurs qui ne sont pas chauds pour se mettre en grève.

Il est vrai que la dernière journée de grève a marqué un certain fléchissement. Mais a-t-on jamais consulté les travailleurs sur ce qu'ils voulaient faire ?

La grève a été décidée par en haut. Pourtant les travailleurs ont suivi, et les femmes en particulier que l'on dit si apathique ont participé en masse à la grève du 9 avril.

Ceci prouve que les travailleurs sont décidés à se battre. Mais nous ne faisons pas grève pour le plaisir de faire grève, ou pour faire passer un communiqué syndical. Nous faisons grève pour obtenir satisfaction sur nos revendications.

Faire deux heures de grève de temps en temps, n'ouvre pas de grandes perspectives.

Certes, l'usine est récente et les traditions de lutte et syndicalistes pas encore bien établies. Mais ce n'est pas en lançant des mouvements sans lendemain et sans consulter le personnel que l'on fera avancer les choses.

Il y a tout un travail d'agitation et d'éducation à faire. Or, depuis un mois et demi quels tracts syndicaux ont paru ? Un tract consacré pour moitié à la Voix Ouvrière, pour moitié à la trêve ; un autre de la CGT de la CICEM attaquant à nouveau Voix Ouvrière. Les syndicats n'ont-ils rien d'autre à nous dire ?

Il y a des problèmes de salaire, de conditions de travail, de sécurité, de réduction d'horaire, de mutation, etc. Qu'en pensent les syndicats ?

Il ne s'agit pas de mettre en cause le dévouement des délégués. Nous savons qu'ils discutent de tous ces problèmes et qu'ils cherchent sincèrement à animer une vie syndicale.

Mais cette vie syndicale nous concerne tous. Et nous avons tous notre mot à dire.

(Extrait du N° 5 de la V.O. Bourgogne Electronique.)

Prière d'adresser la correspondance à

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
PARIS (10e)
et d'envoyer les fonds à
M. Maurice SCHRŒDT
(même adresse)
C. C. P. 9424-78 - PARIS

La "journée" du 2 juin

A LA R.N.U.R.

LE BOUQUET FINAL

Le 21 juin nous sommes appelés, ainsi que tous les métallos, à faire grève 2 heures. Cette grève nous allons la faire, une fois de plus. Bien que nous n'ayons pas d'illusions sur ses résultats.

Malgré la combativité maintes fois manifestée, l'année 1965 n'a pas été une année faste pour la classe ouvrière tant chez Renault qu'ailleurs. Les divers mouvements qui ont eu lieu, 11 décembre, 23-24 janvier, Peugeot, Berliet, n'ont pas permis l'extension attendue de la lutte et l'obtention des revendications vitales des travailleurs.

Aussi à l'heure où la direction Peugeot durcit sa position et multiplie les provocations, après que Frachon n'ait pas trouvé de tactique plus géniale que d'aller mendier chez De Gaulle (il est vrai que la C.G.T. parle de frapper à la tête), à quelques semaines des vacances la grève de 2 h, le 2 juin dans la métallurgie, pour des revendications générales, apparaît-elle comme une mascarade destinée à finir « en beauté » (?) une année qui n'a pas brillé par les conquêtes de la classe ouvrière.

Au début de l'année une telle grève aurait pu apparaître comme préparant une action plus générale. Mais là, une fois la grève générale terminée il n'y aura plus qu'à préparer les vacances, car dans l'esprit des syndicats il n'est pas question que cette grève permette la reprise sur une base plus large de l'action en union avec ceux qui sont déjà en lutte. Par la faute des syndicats cette grève ressemblera à une veillée autour d'un agonisant, l'agonisant étant nos camarades de Sochaux ou de Nantes qui ne s'en sentiront que plus isolés. Quant aux autres, grévistes ou pas, il est difficile de dire qu'une telle grève puisse les mobiliser pour développer l'action.

Les syndicats enterrent l'année, sans remords, mais ils enterrent en même temps tous nos espoirs de cette année. Bientôt syndicats et patrons prépareront le rendez-vous d'octobre : les patrons en promettant 1 % par ci, par là, les syndicats en préconisant de nouvelles grèves tournantes géniales. Quant à nous, si nous ne voulons pas être bernés en 66 comme en 65, il faut dès maintenant savoir ce que nous voulons : discutons donc entre nous de ce qu'il faudra faire avant ou après les vacances pour que nos revendications passent des mots dans la réalité.

(Extrait du n° 50 de la V.O. R.N.U.R. Générale).

Organiser...

Chez Peugeot

CE N'EST PAS LE MOMENT DE RECULER

Après le lock-out de lundi et mardi dernier, après le licenciement déclaré définitif de quatre de nos camarades, Peugeot poursuit son attaque en multipliant menaces et mises à pied, licenciements, etc. pour ceux qui s'entêtent à faire grève.

Malgré la menace, 2.256 ouvriers ont débrayé lundi. Quand ils se sont représentés à l'atelier leur paie était préparée et une mise à pied assortie de menace de licenciement leur était signifiée.

Devant cette situation allons-nous reculer ?

Avons-nous lutté jusque là pour abandonner maintenant le combat sans avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel ?

Que le gouvernement soit avec Peugeot et qu'il soutienne sont intransigeance nul n'en doute. En face de lui nous sommes isolés, c'est vrai, les Centrales Syndicales ont attendu la 9e semaine de grève pour organiser une caricature d'action générale. Un débrayage d'une ou deux heures sur le plan de la métallurgie, destiné plus à soulager les consciences et à lâcher la vapeur qu'à marquer l'annonce d'un combat offensif généralisé.

Mais si nous ne devons compter que sur nous-mêmes pouvons-nous pour autant reculer ?

Peugeot est-il vraiment aussi fort qu'il veut bien le faire croire ? Nous en doutons. Les deux jours de lock-out lui ont fait mal, autant qu'à nous. C'est pour lui, deux journées sans aucune production. Après avoir voulu en vain, étouffer dans l'œuf notre mouvement au tout début, puis joué la carte du pourrissement de la grève toujours aussi vainement, Peugeot s'est engagé résolument dans une politique de force. C'est qu'il se sent pris à la gorge. Car, depuis plusieurs semaines nous lui avons porté de rudes coups. Pas tellement par les débrayages proprement dits — la durée quotidienne de la grève n'était pas suffisante à saper sa production — que par la désorganisation, le chahut,. etc. qui règnent dans maints endroits de l'usine.

Nous ne sommes plus qu'à deux mois des congés, et; plus le temps passe, plus l'espoir que nourrissait Peugeot de récupérer avant les congés, la production perdue à cause de la grève, à grands renforts d'heures supplémentaires, s'amenuise.

Aujoud'hui encore, plus que jamais Peugeot est à notre portée. La voie que nous pouvons encore suivre c'est celle que nous tracent les camarades de Carrosserie, de Mécanique et de l'O.F.E.C. Ce qu'ils font nous pouvons le faire partout. Autrement, au point ou nous sommes engagés, nous ne pouvons reculer sans que cela soit une véritable déroute. Il n'y à guère d'autre alternative, ce choix nous l'avons fait il y a longtemps. La voie de la lutte jusqu'au bout, implique l'organisation systématique des formes d'action déjà pratiquées dans certains secteurs depuis plusieurs semaines.

Et cela n'est possible que, si face au durcissement de Peugeot, nous répliquons par l'élection, dans chaque atelier, dans chaque secteur, d'un comité de grève chargé sur le tas, de cette responsabilité. Peugeot à beau dire, il ne pourra mettre à la porte plus de 40 % des travailleurs.

(Extrait du n° 72 de la V.O. Peugeot).

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?

Nous aussi.

Elle ne vivra...

Elle ne grandira...

que grâce à ton soutien

...les luttes

CHEZ CHAUSSON

NE NOUS LAISSONS PAS ALLER A FAIRE DIX HEURES PAR JOUR !

Après les licenciements et les nombreux départs volontaires, Chausson nous fait travailler 10 heures par jour ; avec les conditions de travail agravées, la fatigue supplémentaire, nous n'avons pas encore réagi. Cependant, il n'y a pas si longtemps, nous faisions des débrayages massifs qui montraient notre combativité.

Bien sûr nous n'avons pas fait reculer le patron. Mais inversement le patron ne nous a pas vaincus dans la lutte. Nous avons été seulement écœurés par l'attitude timorée des syndicats. Certains ont pu en être découragés. Quand on lit dans les tracts syndicaux qu'il n'était pas possible de faire céder le patron, on comprend d'où vient le scepticisme de nombreux camarades. Faire 10 heures par jour nous permet sans doute d'avoir un salaire moins bas mais cela n'explique pas pourtant l'acceptation d'un tel horaire. A l'usine les 3 syndicats nous avaient appelés à refuser de faire l'horaire de 10 heures et à sortir 1/2 heure avant. Cela n'a pas marché.

Peu nombreux ont été ceux qui ont suivi le mot d'ordre. Devant l'augmentation de l'horaire, nous sommes restés les bras ballants. Pourtant ce que nous ont proposé les syndicats à G, maintenir nous-mêmes l'ancien horaire était simple et facile à réaliser. Evidemment pour nous engager dans cette lutte, il fallait expliquer les « raisons » par lesquelles les syndicats ont justifié l'arrêt de la lutte précédente pour l'augmentation des salaires lorsque la S.V.C. nous a lâché 1 % et 50 F.

Mais ce n'est pas parce que les syndicats ont capitulé devant le patron que nous devons tout accepter. La force nous l'avons même sans eux. Sachons nous en servir.

(Extrait du n° 190 de la V.O. Chausson).

A LA S.N.E.C.M.A.

OU ALLONS-NOUS ?

Pour la grève du 2 juin de la métallurgie, il est prévu à la S.N.E.C.M.A. une grève d'une heure avant le déjeuner.

Que penser de ce mouvement ? Il est certain que les organisations le font pour « enterrer » l'année. Ce n'est pas pour préparer l'action, cela nous pouvons en être sûr.

Pourtant l'année n'a pas été brillante, malgré la combativité de plusieurs secteurs, Peugeot, Berliet, Nantes. Les organisations ont réussi à « enterrer » tous ces mouvements. Pour nous, nous allons encore une fois faire grève, sans illusion, ne serait-ce que pour prouver encore une fois à ces champions de la grève tournante et catégorielle que nous ne sommes pas dupes. Il est important, malgré tout, que l'on ne puisse pas dire à nos camarades de Peugeot que les gars de la S.N.E.C.M.A. n'ont pas bougé.

Mais il faut avouer que tant que nous ne saurons pas nous organiser, en discutant et en décidant nous-mêmes des actions à mener, nous nous retrouverons toujours à faire des grèves, avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord, grèves qui ne mènent qu'à la démoralisation et mettent à l'abri la conscience de « nos dirigeants ». Il faut savoir où nous voulons aller.

(Extrait du n° 59 de la V.O. S.N.E.C.M.A.)

CONDITIONS...

CHEZ LIP

EN CARTE

Il y a quelques temps, la direction créait les cartes mécanographiques destinées à enregistrer les absences et déplacements du personnel.

Le but officiel de cette complication administrative était de comptabiliser le plus exactement possible les pertes de temps, d'en faire une étude statistique, et de calculer ainsi les temps de fabrication réels.

Cette pure curiosité scientifique sembla louche à plusieurs d'entre nous. Quand un ouvrier a un copeau dans l'œil, lorsqu'une femme a besoin d'aller à l'infirmerie, il doit voir son chef, lui demander une carte, la lui faire signer, puis aller solliciter la contresignature de l'aimable Jolivet qui aime se faire prier. La seule signature du premier chef ne suffit pas : c'est beau, la confiance, entre « responsables ».

Bien des travailleurs ont préféré garder leur mal de tête jusqu'au soir plutôt que de se frotter à toute cette bureaucratie pour aller chercher de l'aspirine. Leur méfiance était justifiée : toute absence enregistrée sur la fiche correspond à une retenue de salaire ; et comme la carte mécanographique n'enregistre que par fraction d'heure non inférieure au quart d'heure, ce sont au minimum 15 minutes qui sautent, même si l'absence dure 10 minutes.

Est-ce un tel plaisir illicite d'avoir besoin de se rendre à l'infirmerie ? Pour qu'on nous le fasse payer !

C'est pourtant pour le plus grand bien du portefeuille de Lip et de ses actionnaires que nou moisissons 8 heures et plus ch que jour, dans son usine, qu nous y attrapons des maux d tête, des poussières dans les yeu etc.

(Extrait du n° 118 de la V.O., Lip.)

MOURIR POUR AIR FRANCE

C'est le sort le plus moche. nous continuons à « vivre » c longues journées de travail, c'e ce qui va nous arriver, et il e bien certain qu'à ce régime-l parvenir à la retraite passe pour un exploit peu banal. Pe sonne ne se casse la tête à ce s jet tant est grande l'apathie d organisations syndicales.

Pourtant, il a été écrit en lo et en large le danger que repr sentent les journées à assurer l cadences infernales dans le bru assourdissant des réacteurs. Co me cela a été démontré, le pe sonnel au sol qui travaille aupr des avions connaît des malais tels que : fatigabilité, asthén souvent importante. Au point fix les infra-sons provoquent un e semble de réactions physiolo ques portant sur l'audition, la ci culation sanguine, l'équilibre e docrinien. Avec de telles journée les nerfs en prennent un sérieu coup.

Est-ce que nous sommes dé dés enfin à faire comprendre ce en haut lieu ? Chacun peut se ra peler qu'il y a quelques année le directeur du matériel d'alc ne se gênait pas pour faire arr ter les points fixes quand cela dérangeait.

(Extrait du n° 71 de la V. Air France.)

LA SÉCURITÉ

A LA C.A.F.L.

LES SANGSUES

Il ne se passe pas une semaine sans un accident de travail. Dans le meilleur des cas, c'est de la rouille dans les yeux ou une égratignure. Dans le pire des cas, c'est un bras broyé ou la mort.

La direction est ennuyée par ces accidents. Elle voudrait les faire éviter paraît-il ?

A l'usine de Saint-Etienne, elle a trouvé le moyen : c'est une tombola ! Oui, nous avons bien lu.

Car bien sûr les accidents arrivent par notre faute ! Parce que, tel l'enfant irresponsable qui se taille les doigts en jouant avec un couteau, nous sommes trop inconscients pour appliquer les consignes de sécurité. Il suffit donc de nous promettre une coupe, ou un lot quelconque, pour que nous devenions aussitôt intéressés et que nous fassions attention à nos doigts, à nos bras. Le jeu est simple et l'enfant s'amuse ! Il suffit que tu ne sois pas accidenté et tu auras peut-être un lot.

Pour le patron l'accident n'arrive jamais à cause du rythme épuisant du travail qui endort notre attention. L'accident n'arrive jamais parce que le patron préfère économiser l'argent pour lequel il pourrait acheter des installations excluant tout risque d'accident. Non !

Même de nos malheurs c'est nous qui sommes responsables !

En fait, si nous sommes responsables c'est uniquement parce que nous supportons enco d'être exploités par des individ qui vivent de notre sang. Et m heureusement il ne s'agit pas d'une image !

(Extrait du n° 45 de la V. C.A.F.L.)

A LA C.A.F.

ENCORE UN ACCIDENT

La semaine dernière un nouv accident s'est produit dans laboratoire de recherches à l'u ne 4. Au cours d'une manipulati un chimiste a reçu au visage contenu du ballon dans lequel effectuait une réaction qu'il sayait de mener à bien en dé d'un ennui technique.

Encore une fois nous pouvo dire que la sécurité n'est pas a surée dans les laboratoires, c pourquoi n'y avait-il pas à la d position de ce technicien un écr qui aurait arrêté les projection

(Extrait du N° 79 de la V.O. UCLAF).

CHEZ PANHARD

NOTRE SANTE AVANT TOUT

A la peinture nous travaillo encore en utilisant des procéd qui ne sont guère plus modern qu'à l'époque de l'âge héroïq de l'automobile. La peinture pistolet entraîne la formation vapeurs qui, en quelques minut couvrent nos vêtements d'u couche épaisse de couleur.

Les émanations sont toniqu elles nous épuisent et finisse par nous démolir la santé.

Bien sûr nous avons des m ques de sécurité — qui vale ce qu'ils valent, question prot tion — mais qu'il est impossil de supporter tout au long de journée de travail. Et, entre passage de deux voitures, qui succèdent à un rythme infern nous sommes bien obligés de enlever pour souffler un peu pour s'essuyer le front.

Il n'est pas impossible d'au matiser la peinture, et dans p sieurs usines c'est chose fai Seulement, pour un patron, il toujours plus facile de remplac un ouvrier tombé à la tâche, q d'acheter de nouvelles machi qui coûtent, paraît-il, cher.

Jusqu'au jour où nous mont rons que nous sommes capab de toucher à son point sensib c'est-à-dire à ses bénéfices. quand nous en avons la volon nous pouvons coûter cher patron, très cher...

(Extrait du n° 39 de la V.O. Panhard.)

LE MOUVEMENT DES A.T.E.

A LA C.S.F. LEVALLOIS

DES PAROLES AUX ACTES

La C.G.T. dit aux A.T.E. : « Intensifiez et poursuivez vos actions ». La C.G.T. met en évidence que les A.T.E. se heurtent à un adversaire commun à tous les métallurgistes et que pour vaincre la lutte doit être portée à un niveau toujours plus élevé. Et la C.G.T. a raison. Les revendications des A.T.E. sont celles de tous les travailleurs : revalorisation et garantie des salaires et suppression des subdivisions catégorielles abusives. De plus, après la commission mixte du 12 mai, il est apparu évident à la quarantaine de camarades présents lors de la dernière réunion des A.T.E. de Levallois que le patronat n'avait pas cédé d'un pouce à nos revendications et que seule une lutte plus dure pouvait le faire céder.

Mais puisque la plus grande organisation syndicale de France sait tout cela, pourquoi a-t-elle laissé isolée non seulement la lutte des A.T.E., mais aussi celle de nos camarades de Nantes, Peugeot et Berliet ?

Et puisque la lutte doit se durcir, pourquoi la journée du 2 juin marque-t-elle par ses mots-d'ordre un recul sur tous les mouvements nationaux qui ont eu lieu depuis le 11 décembre ? Et est-ce la grève « d'au-moins une heure » qui fera céder un patronat lié étroitement au pouvoir, sur les 40 heures, l'abaissement de l'âge de la retraite ?

Il y a loin de la coupe aux lèvres et au pied du mur la C.G.T. apparaît comme un bien piètre maçon. Les A.T.E. ont montré leur détermination à la lutte mais pour qu'ils puissent vaincre et que nous puissions vaincre il faut les imiter et se lancer tous ensemble dans des actions autrement plus sérieuses que l'heure de gré-grève qui ne servira qu'à remplir les blancs de « L'Huma ».

CHEZ THOMSON

CE N'EST PAS LE MOMENT DE CEDER

A la suite de la réunion du 24 mai des syndicats avec le G.I.M.M. en ce qui concerne les revendications des A.T.E., un compte rendu leur a été fait mardi à Gennevilliers.

Au cours de ce compte rendu, la C.F.D.T. et le S.T.E. se sont déclarés prêts à un compromis comprenant cinq catégories. La C.F.D.T. accepterait une catégorie supplémentaire au bout de l'échelle (AT4 !) et le S.T.E. en bas de l'échelle, ce qui revient au même en définitive.

Quant à la C.G.C. elle annonçait qu'elle s'apprêtait à signer ce dont les patrons avaient fait un préalable à la continuation de la discussion : coefficient 203 pour l'ATI et coefficient 330 pour l'ATP. Seule la C.G.T. maintenait quatre catégories.

Pourquoi vouloir accepter un tel compromis ?

Non seulement nous n'avons pas épuisé toutes les possibilités de la lutte, mais en plus le problème ne sera absolument pas réglé et nous serons contraints d'ici peu de recommencer.

Non seulement il faut quatre catégories, mais il faut des coefficients ayant un sens et un prix du point le même pour tous. Sinon il continuera à y avoir autant de salaires que d'individus. Les salaires des A.T.E. continuerons à être soumis à l'arbitraire patronal.

Nous avons la possibilité de coordonner l'action de tous les A.T.E. de la région parisienne, nous avons déjà rassemblé nos forces, pourquoi accepter un tel compromis foireux ?

Battons le fer tant qu'il est chaud.

(Extrait du n° 165 de la V.O. Thomson.)

CONTRE LES RÉCUPÉRATIONS

CHEZ LIP

A VENDRE

Le jeudi de l'Ascension est férié, donc chômé, payé... mais récupéré, c'est-à-dire qu'on nous a lâché quelques billets de plus ; on nous a acheté un peu plus cher cette semaine là ; mais nous accorder du temps pour vivre, pas question.

La plupart d'entre nous acceptent de perdre ainsi un peu plus de leur vie à l'usine, parce qu'on a besoin d'argent, que tout est si cher, et la paye insuffisante.

Ce n'est donc pas une augmentation de salaire lié au temps de travail qu'il faut revendiquer, ce sont les 40 heures maximum avec un salaire mensuel garanti quelles que soient les fluctuations de la production dont nous ne sommes pas responsables, puisque ce sont les patrons qui l'organisent.

(Extrait du n° 118 de la V.O.,

CHEZ CHAUSSON

PAS QUESTION LE SAMEDI

Au lendemain du 27 mai, jour férié, la direction nous faisait savoir verbalement et par note de service que les ouvriers des ateliers de fabrication de la camionnette Peugeot devraient venir travailler le lendemain samedi 29 mai et que l'horaire serait de 8 h. 30 « au lieu de 10 heures ». Il est bien évident que c'était une récupération déguisée. Mais de toute façon cette invite a eu le succès qu'elle méritait... et bien peu d'entre nous sont venus.

(Extrait du n° 190 de la V.O. Chausson.)

A LA C.A.F.

COMBATTRE L'ABATTEMENT

Certains jeunes arrivant à la Caisse sont étonnés d'apprendre qu'il sera retenu sur leur salaire un abattement d'âge égal à 20 % de 15 à 16 ans, 12 % de 16 à 17 ans, 8 % de 17 à 18 ans. En effet, il y a de quoi être surpris. Considère-t-on qu'un jeune a moins de besoins qu'un adulte ?

Si leurs besoins sont limités, pourquoi le travail que l'on exige d'eux ne l'est-il pas ? Car s'ils sont moins payés, par contre il leur est demandé de fournir un travail égal à celui d'une personne plus âgée, sinon même supérieur justement parce qu'ils sont jeunes.

A la caisse, ils ont la possibilité de se voir supprimer cet abattement à leur titularisation, mais à condition qu'ils travaillent bien, qu'ils soient polis, avenants et disons même mielleux afin de plaire à leurs chefs qui, alors, leur donneront cette chance, enfin, si l'on peut appeler cela une chance, car en fait, c'est un dû.

Certains d'ailleurs au bout de six mois se voient titularisés, mais par contre subissent toujours cet abattement d'âge. S'ils sont titularisés, c'est certainement parce que l'on considère qu'ils sont de bons employés, que leur travail est satisfaisant ; pour quelle raison ne le leur supprime-t-on pas ? Peut-être n'ont-ils pas été assez gentils !

Pourtant les jeunes eux aussi ont besoin de cet argent pour pouvoir vivre au moins correctement. Alors, une chose est à réclamer : « A travail égal, salaire égal ».

CHEZ CITROEN

DU POULET TOUS LES JOURS

Depuis quelques temps déjà, la R.A.T.P. a engagé un nouvel employé à la station Balard. Il a un képi, il a quelquefois des moustaches, le passe-temps favori de ses collègues habitués est de matraquer les travailleurs mécontents et accessoirement de faire traverser les enfants aux carrefours dangereux. Celui la a été placé en bas des escaliers pour nous faire comprendre quand il faut prendre le métro et quand il ne le faut pas.

On sait que vers 6 h. le soir, à Balard, c'est la cohue. Ce n'est pas notre faute. Quand on a passé 9 h. dans l'enceinte de Citroën on n'a qu'une envie, c'est de mettre le plus de distance possible entre nous, et ce lieu, où nous perdons la moitié de notre vie, et vite ! Ce n'est pas non plus la faute des employés de la R.A.T.P. si les métros datent de 50 ans, alors qu'on est au siècle de la fusée.

Ce qui est sûr, c'est que nous n'avons pas besoin de flic pour nous indiquer ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire après le travail. Nous les subissons déjà toute la journée à l'usine, déguisés en contremaître, en agent de secteur ou en gardien.

Et si les bourgeois tiennent absolument à faire tourner leurs usines 10 h. par jour, il y a assez de flics en France pour nous relayer aux machines !

(Extrait du n° 196 de la V.O. Citroën).

...DE TRAVAIL

AU Dépt 37 DE LA R.N.U.R.

LA CHASSE A L'HOMME

Depuis quelque temps, nos vestiaires sont visités par des individus qui n'ont rien à y faire. En plus de subir les pendules de pointage et certains chefs, nous devons nous méfier des gardiens qui viennent guetter celui qui resquillera quelques petites minutes pour prendre sa douche.

Récemment, nous avons fait la démonstration à ces tracassins, que courir après l'un d'entre nous c'était se heurter à nous tous. Espérons que ça leur aura servi de leçon.

Qu'il y ait des gardiens chez Renault et qu'ils vivent sur le travail des autres, nous ne le leur reprochons même pas, tout ce qu'on leur demande, c'est d'avoir la reconnaissance du ventre.

(Extrait de la V.O. RNUR, dépt 12)

A LA C.R.S.S.P.

OU LA DIRECTION REPREND D'UNE MAIN CE QU'ELLE DONNE DE L'AUTRE

Samedi et lundi dernier s'est déroulé l'examen de secrétaires sociales ; la quinzaine prochaine ce sera au tour de ceux qui ont suivi les cours du premier degré de subir l'examen de fin de session.

La possibilité d'accéder à certains emplois de la catégorie C grâce aux cours de formation professionnelle est un des rares « avantages » des organismes de Sécurité Sociale, mais, malgré tout, cette forme de promotion est assez limitée : tout d'abord elle est limitée dans le choix des emplois : la Caisse régionale n'organise des cours de formation que pour les emplois dont elle a le plus besoin, et, ceux qui seront reçus auront des postes au fur et à mesure que ceux-ci seront libres sans grand égard pour les préférences ou les aptitudes personnelles. D'autre part, un grand nombre de candidats (au moins la moitié) est éliminé dès le départ par un examen de culture générale.

Pour ce qui concerne les cours eux-mêmes, nombreux sont les candidats handicapés par l'importance des programmes par rapport au temps dont ils disposent pour appendre : En effet, le fait d'avoir une journée ou deux demi-journées de cours par semaine peut paraître considérable, mais pour être reçu à l'examen final, c'est beaucoup plus de temps que cela qu'il faut étudier chez soi après 9 h 30 passées à la Caisse auxquelles viennent s'ajouter deux ou trois heures de transport. D'autre part, en nous payant des demi-journées ou des journées complètes, la Caisse régionale ne nous paie guère que 50 ou 60 heures de cours. Si elle nous payait moins d'heures à la fois mais réparties sur une plus longue période, un an, par exemple, cela lui coûterait peut-être plus cher : 120 ou 150 heures, mais cela aurait l'avantage, pour ceux qui ont à assimiler le programme, d'avoir des cours moins chargés et plus de temps chez eux pour apprendre la matière de chaque cours. En effet on peut plus facilement trouver en une semaine le temps d'apprendre ce qui est contenu dans 2 ou 3 heures de cours qu'on ne trouve le temps d'apprendre ce qui a été entassé pendant 8 heures.

La Sécurité Sociale qui se préoccupe tellement de promotion devrait bien repenser ce petet problème, à moins qu'elle n'y ait que trop pensé et que ce soit simplement de sa part un choix volontaire... et économique. Oh !

(Extrait du n° 2 de la V.O. C.R.S.S.P.).

A LA R.N.U.R.

AU FEU, LES CARTONS

Sans doute avons-nous été bien sages ! Car une note récente de la Direction nous apprend que les cartons de pointage seraient désormais relevés tous les mois et non plus chaque quinzaine, officialisant ainsi sa décision de ne plus nous faire pointer à midi.

Après la suppression du pointage pour les coefficients supérieurs à 265, la suppression du pointage à midi, pourquoi pas la suppression du pointage pour tous ?

A moins que pour y parvenir il faille d'abord s'attendre à voir nos cartons s'allonger démesurément, pour le cas où les relevés ne se feraient plus que tous les 3 mois, les 6 mois où même tous les ans !...

(Extrait du n° 50 de la V.O. R.N.U.R. Générale.)

CHEZ DESFOSSES

LA PAILLE ET LA POUTRE

Un camarade a absorbé du trichlo, en croyant boire de la bière. La direction en a profité pour demander, dans une note, sur un ton qui se veut ironique, de faire « un nettoyage de printemps » dans nos vestiaires.

Il y a bien longtemps que la direction, dont c'est le rôle, aurait dû nettoyer tous les secteurs de l'entreprise, et cela pendant tous les mois de l'année. En tout cas, elle ne manque pas de culot en se faisant le champion de la propreté et de la sécurité. Les dizaines de camarades intoxiqués aux rotos, ceux qui ont laissé leur bras dans les machines et ceux qui travaillent dans la crasse qu'elle organise sont là pour en témoigner. Son impudence n'a d'égal que son impudeur.

(Extrait du n° 115 de la V.O. Desfossés).

Représentants ouvriers ?

AU CREDIT LYONNAIS

TROIS ANS... POUR UN 1/4 D'HEURE

Un tract fédéral de la C.G.T., apposé récemment sur les panneaux d'affichage, fait le point de la consultation sur le 1/4 d'heure.

Entre autres, la C.G.T. répond à la C.F.D.T. et à F.O. en reproduisant la lettre qu'elle a adressée à ces organisations le 15 décembre 1964 *et demandant une consultation commune de l'ensemble du personnel. Mais au mois de décembre, cela faisait déjà six mois — et cela fera bientôt un an — que dans notre n° 51 du 29 juin 1964, nous soulevions le problème du 1/4 d'heure.*

Nous révélions à l'époque ce que les organisations syndicales n'avaient jamais dit, à savoir que depuis deux ans la direction proposait ce 1/4 d'heure en moins en échange du déplacement *(et non de la suppression) de deux demi-veilles de fête ; proposition que les organisations syndicales avaient refusée sans même consulter le personnel.*

En effet, nous écrivions : « Si « la direction propose le déplacement de ces deux demi-veilles « de fête, précisément, en échan- « d'une diminution d'horaire, c'est « que cela l'avantage sûrement, « mais le personnel pourrait peut- « être être consulté par les syndi- prononcé.

Ce n'est que six mois après, en décembre 1964, après que nous soyons revenus à plusieurs reprises sur cette question, et que celle-ci ait manifestement préoccupé le personnel, que la C.G.T. s'est décidée seule à organiser une consultation du personnel, après bien des réticences, dont la moindre n'est pas d'en publier le résultat six mois après seulement.

Et l'affaire n'est pas encore réglée.

On voit que la majorité du personnel est pour. Alors ?

En résumé, grâce à nos organisations syndicales qui préfèrent faire « notre bonheur malgré nous », cela fait trois ans que nous perdons un avantage pour lequel 70 % du personnel s'est prononcé.

P.S. — *1/4 d'heure par jour pendant trois ans cela fait plus de trois semaines de vacances payées que nous n'avons pas eu... et s'il n'y avait pas eu « V.O. » pour soulever « le lièvre », peut-être qu'on n'en parlerait même pas. On comprend pourquoi les syndicats et la C.G.T. en particulier ne tiennent pas à ce que les militants de « V.O. » puissent être informés...*

DEMOCRATIE « NOUVELLE »

Dans « Notre Action » (journal de la C.G.T.) du 21 mai 1965, un article « En toute démocratie », tente de démontrer que la façon de choisir les délégués du personnel à la C.G.T. est la plus démocratique qui soit.

On peut y lire entre autres choses que :

« Dans une entreprise de la » dimension du Crédit Lyonnais, » on vote, c'est évident, pour des » candidats que l'on ne connaît » pas toujours personnellement. » On en connaît trois ou quatre, » on les apprécie, on est d'accord » avec le point de vue qu'ils » défendent et on vote pour la » liste à laquelle ils appartien- » nent.

« EN UN MOT ON VOTE C.G.T. « On adopte la C.G.T. comme » son arme de lutte et de défense » contre le patronat. »

Si ceux qui votent pour la C.G.T. la considéraient comme « leur arme de lutte », ils se syndiqueraient. S'ils ne le font pas c'est qu'ils ont de bonnes raisons.

Or, à peine 1 sur 5 des électeurs C.G.T. y est syndiqué. C'est bien parce qu'ils ne considèrent pas la C.G.T. comme « leur ».

En réalité comme l'article le dit si bien, les électeurs votent pour 1 ou 2 délégués qu'ils connaissent et sont bien obligés du fait de la loi qui sert tant les syndicats de voter pour la liste complète élisant ainsi des gens qu'ils ne connaissent pas.

La loi de 1936 faisait élire des délégués, uniquement par les gens qui les connaissaient, c'est-à-dire ceux de leur secteur. Aujourd'hui c'est à prendre ou à laisser et bien qu'on vote pour un tel ou tel on élit la C.G.T. ou une autre liste ; et on permet ainsi à la C.G.T. de faire état de milliers d'employés qui « la » choisissent, alors qu'elle n'en syndique que quelques centaines et qu'elle n'en réunit régulièrement que quelques dizaines.

La loi actuelle sur les délégués date de 1946. Elle a été promulguée par un ministre de de Gaulle, le « communiste » Ambroise Croizat.

Il s'agissait alors de « retrousser les manches » et « produire d'abord ». La C.G.T. et ses délégués se faisaient les champions de la production. Il ne fallait ni revendiquer ni faire grève.

La bourgeoisie, de Gaulle d'abord, ses successeurs ensuite, reconnaissaient ce rôle et voulant empêcher toute tentative d'expression directe des travailleurs ont institué le monopole des syndicats dans les élections de délégués.

Cela servit la bourgeoisie, cela sert les syndicats, mais pas les travailleurs.

(Extrait du n° 74 de la V.O., Crédit Lyonnais.)

CHEZ GENEVE

EN TOUTE INDEPENDANCE... ...A L'EGARD DES TRAVAILLEURS

Comme l'an passé, nous avons travaillé le jeudi 27 mai, jour de l'Ascension, qu'il était d'abord prévu de chômer et de payer à Genève.

La direction, qui nous a fait venir normalement ce jour-là, nous octroie un jour de congé supplémentaire aux vacances.

Le changement s'est décidé au C.E. et les délégués C.G.T., comme les soi-disant « indépendants », l'ont signé sans nous demander notre accord. Pour les « indépendants », pas de problème, nous savons tous qu'ils sont aux ordres de la direction et qu'ils se moquent pas mal de l'opinion de l'ensemble des ouvriers. L'ennui, c'est que, en réalité, la C.G.T. se conduit en la circonstance comme eux.

Bien sûr, la majorité d'entre nous était peut-être d'accord. Mais elle ne l'était peut-être pas. Il n'y a pas moyen de le savoir puisque personne ne nous a consultés.

Pour le patron et les syndicalistes « indépendants » qui sont à ses bottes, nous ne sommes bons qu'à produire des bénéfices, taillables et exploitables à merci.

Si la C.G.T. tient à se démarquer d'eux, il serait bon qu'elle le manifeste concrètement par son attitude.

(Extrait du n° 97 de la V. O. Genève)

LE COMITÉ D'ENTREPRISE

A LA THOMSON

« DI-GESTION » PAR LE C. E.

La C.F.D.T. a procédé à un questionnaire au sujet de la cantine dont la qualité déficiente ne fait de doute pour personne. En dehors de savoir s'il faut licencier le gérant, quelle action faire pour que ça change, et quelle organisation future envisager pour la cantine, la question principale posée est celle de la gestion de la cantine.

La C.F.D.T. prétend ne pas avoir de position là-dessus, mais le simple fait d'envisager que le C.E. gère la cantine en est une. Même si cette gestion est soumise à l'approbation des travailleurs, ce syndicat est prêt à s'occuper de la « soupe ». Certains d'entre nous pensent aussi que ce serait une bonne chose que ce soit des syndicalistes qui se dépatouillent avec le maigre budget réservé à la nourriture des travailleurs, qu'étant donné qu'ils doivent se représenter à nos suffrages tous les deux ans, ils feront plus d'efforts que les gestionnaires appointés de la direction. Croire qu'ils feront beaucoup mieux sans plus d'argent, c'est croire aux miracles.

Et ce n'est pas parce que maintenant les syndicats trouvent plus glorieux de se dévouer à la gestion des œuvres sociales, plutôt qu'à l'organisation de véritables luttes, qu'ils doivent pour autant aller s'y perdre avec notre approbation.

Nous sommes partisans de la gestion ouvrière, mais qu'on commence par celle du porte-monnaie et non par celle des œuvres sociales, éternels parents pauvres dans une société capitaliste.

En attendant nous avons d'autres moyens pour obliger la direction à améliorer la nourriture. Ne serait-ce qu'en lui faisant payer par un manque à gagner chaque « manque à manger ».

CHEZ RHONE-POULENC

A PROPOS DES COLONIES DE VACANCES

A la suite d'augmentations successives de la participation des familles de travailleurs au prix de la journée de colonie de vacances, la C.G.T. dans « UNIR » du 27 mai revendique la gestion des colonies de vacances par le comité d'établissement qui jusqu'à présent n'en a que le contrôle.

Il peut paraître séduisant à beaucoup d'entre nous d'appuyer cette revendication pensant que le C.E., composé de syndicalistes élus, jonglera plus facilement avec le budget pour nous faire des conditions meilleures. Mais s'il est probable que ceux qui doivent se présenter devant les électeurs feront un plus grand effort, rien ne prouve qu'ils puissent réellement faire mieux s'ils ne disposent pas de plus d'argent qu'actuellement. Il n'y a pas de miracle.

Si la gestion était confiée au C.E. cela ferait quelques militants syndicalistes de plus dont la préoccupation consisterait à gratter quelques centimes sur la participation des familles tout en maintenant des conditions acceptables pour les enfants. Notre intérêt ce n'est pas de trouver des militants prêts à se mettre en quatre pour faire des économies de bouts de chandelles en débarassant les patrons de la gestion des œuvres sociales. Même si les syndicats préfèrent se faire valoir à nos yeux de cette façon plutôt que comme les organisateurs de luttes pour une véritable amélioration de nos conditions de vie. Si le prix des colonies augmente c'est que tous les prix augmentent à nous de lutter pour nos salaires.

A LA C.R.S.S.P.

IL VAUT MIEUX MORDRE LE PATRON QUE SE BOUFFER LES UNS LES AUTRES

Dans le numéro de mai de « La Voix de la Caisse Régionale », la C.G.T. se plaignait amèrement du fait que les documents comptables concernant la gestion des restaurants n'étaient pas fournis régulièrement aux membres du Comité d'Entreprise, et s'inquiétait pour l'équilibre financier de la cantine.

Il est vrai qu'on peut manger au self « Flandre » pour environ 4 F et que s'il y a des cantines moins chères dans des entreprises de la région parisienne, il y en a beaucoup d'autres qui atteignent ce prix. D'ailleurs, contrairement à ce que semble dire la C.G.T., ce n'est pas tellement un problème de gestion, car, comment, avec le prix des vivres à l'heure actuelle, donner un repas convenable pour un prix inférieur ? Le problème, c'est que les grandes entreprises de la région parisienne ne peuvent fonctionner que si le personnel reste sur place le midi et que c'est donc à elles de subventionner les repas afin que cette obligation qui nous est faite de prendre notre repas de midi en dehors de notre domicile ne soit pas une charge financière supplémentaire pour nos budgets déjà maigres. Mais, pour la C.G. T., la cantine, et l'ensemble des œuvres du C.E. d'ailleurs, sont mal gérées, et cela tout simplement parce que ce n'est pas elle qui les gère. Si l'année prochaine, comme elle l'espère, la C.G.T. a la majorité absolue aux élections de délégués au Comité d'Entreprise, la cantine pourra être encore plus chère et encore plus déficitaire, on ne l'entendra plus protester, ce seront certainement F.O. et la C.F.D.T. qui prendront la relève et feront à la C.G.T. les mêmes reproches que celle-ci leur fait indirectement à l'heure actuelle.

Les organisations syndicales au lieu de polémiquer entre elles pour savoir qui jouera les marchands de soupe l'année prochaine feraient mieux d'organiser efficacement nos luttes afin que d'une part la Direction prenne à sa charge les dépenses de la cantine, comme ce n'est que justice, et que d'autre part, nos salaires nous permettent de vivre décemment, cantine ou pas.

Au pilori

A LA SNCF

PROLETAIRES... A CHEVAL

Dans le « courrier » de l'**Humanité** du 20-4-65, on peut lire :

« Au nom d'un groupe de camarades des ateliers de la S.N.C.F. de Noisy-le-Sec, petits turfistes, nous vous prions de remercier de notre part le chroniqueur hippique de notre Journal pour les résultats de ces deux chevaux en sélection quotidienne. En effet, en jouant surtout en placé, nous arrivons tout de même à faire dans l'ensemble un petit bénéfice... »

Ainsi, grâce au chroniqueur hippique de **l'Huma**, de « petits turfistes », lampistes par surcroît, ont cru trouver une meilleure solution pour arrondir leur maigre salaire, que la lutte des classes depuis longtemps perdue de vue par **l'Huma**, le P.C. et la C.G.T.

Il est évident qu'il est plus facile de jouer au book-maker, que d'être révolutionnaire.

Loin de s'opposer, comme il se devrait en tant que « socialiste » à ces formes de bourrage de crâne que sont les institutions de jeux plus ou moins dits de hasard (PMU, loterie, tripots légaux que sont les casinos...), **l'Humanité** invite les « braves prolos » à se réunir chaque semaine pour jouer au tiercé et se félicite même des heureux résultats obtenus.

En faisant le panégérique de ce genre de chose, **l'Huma**, journal dit ouvrier, ne fait que donner un coup de pouce de plus pour entraîner la classe ouvrière dans la voie de l'abrutissement que lui trace la bourgeoisie.

A quand les remerciements des autres lampistes se félicitant de la bonne cuite qu'ils auront prise en suivant les conseils de leur « journal favori » les invitant à consommer les vins X... ou Y... dont la publicité paraît régulièrement dans ses colonnes.

(S.N.C.F. - Générale et Chapelle, Echo n° 2)

CHEZ NEYRPIC

LE TEMPS DES CERISES

— Ouf ! voici juin. Juin 1965, un mois à marquer d'une pierre blanche.

— Mais oui, vous ne savez pas ? le mois de l'augmentation des salaires. Le mois des 1 % !

— Bonne âme, Glasser, tout de même. Il paraît que Neyrpic reprend du poil de la bête. Alors à nous les bénéfices !

Enfin, ceux d'entre-nous qui voudraient retenir un appartement au Carlton à Nice, pour cet été, sont priés de le signaler à la Direction qui transmettra.

J.Q.F.D.

LIRE LA « V. O. »
C'EST BIEN, LA SOUTENIR. C'EST MIEUX

Organisation...

CHEZ BOURGOGNE ELECTRONIQUE

La direction de L.C.C., bien qu'elle nous fasse récupérer le pont de l'Ascension, a annoncé une diminution d'horaire d'une demi-heure par jour à partir du 8. Le bruit court même qu'elle réduirait la journée de travail à 7 h. après les congés.

Il se peut que ce ne soit qu'un bruit lancé par la direction pour créer un « vent de panique » et faire partir d'eux-mêmes les travailleurs plutôt que de les licencier. Ce qui économiserait les indemnités de préavis à la direction.

Cependant cette diminution d'horaire est probablement le signe d'une baisse des marchés dans l'électronique. On ne comprend pas pourquoi ce sont les ouvriers qui doivent supporter les fluctuations des ventes ?

La Bourgogne Electronique est une boîte moderne, il semble donc que la production devrait être strictement organisée.

Or il y a un mois environ on embauchait et, maintenant réduction d'horaire.

D'autre part, dans d'autres secteurs, on nous demande de faire des heures supplémentaires.

Ce n'est pas à nous de faire les frais de la pagaie et de l'anarchie du marché capitaliste.

Si le patron fait ses bénéfices sur notre dos, il peut aussi supporter les dangers du marché.

Pour notre compte nous avons droit au salaire mensuel garanti, et à la sécurité de l'emploi.

(Extrait du n° 5 de la V.O. Bourgogne Electronique).

ASSURANCES GENERALES

CASSER LE MIROIR AUX ALOUETTES

Il est bien connu que les Compagnies d'Assurances paient mal leurs employés et nous le savons bien. Aussi certains d'entre nous, pour améliorer leur maigre ordinaire font-ils des heures supplémentaires d'un genre particulier : ils occupent leurs soirées à chercher des clients pour la Compagnie. Pas toutes leurs soirées, non, certaines sont prises par les anciens « clients » qui sont assez maladroits pour se faire emboutir, qui n'ont pas encore versé leur prime ou qui ont simplement envie de parler assurance. Et l'employé qui a passé toute sa journée à écrire des lettres pour la Compagnie, consacre quelques soirées à en écrire contre. De toutes manières, ça reste dans le style maison.

Mais si la direction aime bien les affaires nouvelles, elle aime beaucoup moins payer des commissions et sous couleur de réduire les frais généraux, donc d'augmenter ses bénéfices, (de diminuer les pertes dit-elle pudiquement), elle cherche constamment à abaisser le taux consenti à ses divers apporteurs, plus particulièrement aux employés, ceux-ci ayant moins de défense que les agents ou les courtiers.

Et la maigre somme gagnée (taxe et impôts déduits) fond d'année en année. Bien sûr les syndicats « protestent fermement » contre cet état de fait, le tour est joué et nous aussi. Essayer de résoudre par la bande nos problèmes de salaire, chacun pour soi et individuellement ne peut nous mener qu'à ce résultat.

Une partie de toutes ces heures supplémentaires consacrées à discuter de nos intérêts et à chercher ensemble le moyen de les résoudre nous permettrait plus sûrement d'améliorer nos conditions de travail et notre niveau de vie.

(Extrait du N° 50 de la VO Assurance Générale.)

CHAUSSON

PETITS REMEDES POUR GRANDS MAUX

Alors que nous étions encore en lutte pour les accords, un ingénieur licencié annonçait la création d'une entreprise « communautaire » gérée par les producteurs. Il demandait des volontaires pour démarrer le projet. Chausson louerait un local et des machines à un taux peu élevé. L'ingénieur se chargerait de trouver du travail.

Situons ce problème au moment où il est apparu : pendant les grèves. A ce moment, une de nos revendications était la garantie de l'emploi. Le projet a vu le jour au moment des licenciements. Ce n'est peut-être pas cela qui a freiné la lutte ; les syndicats s'en sont chargés. Mais cela a été néanmoins un facteur de démoralisation. En effet, pourquoi lutter contre les licenciements quand on propose « une solution » et des « moyens de s'en sortir ». Nous comprenons mieux la bienveillance du patron envers cette « solution » car elle élude la lutte pour la garantie de l'emploi.

Effectivement, nombre de camarades ont vu le problème de la façon suivante : ou bien engager la lutte pour la garantie de l'emploi dans les formes et les moyens proposés par les syndicats qui n'y croyaient pas eux-mêmes, et nous en avons vu le résultat. Ou bien entreprendre de travailler dans l'entreprise dite communautaire. Mais alors aucun de nos problèmes n'aurait été résolu et principalement la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires. Au contraire, le promoteur annonçait des sacrifices au début. De plus, le problème de la garantie de l'emploi est laissé de côté.

Car si une entreprise communautaire pouvait subsister à côté des entreprises capitalistes en période de « reprise économique », elle est vouée à disparaître, battue par la concurrence, au moment des crises. **Les travailleurs en sont les premières victimes. Mais ils sont pourtant les seuls à apporter une solution valable.**

C'est sur le plan national, que la garantie de l'emploi est possible lorsque nous lutterons dans le cadre de conventions collectives interprofessionnelles. Quand nous serons décidés à lutter tous ensemble, pas seulement pour la garantie de l'emploi, mais aussi pour une augmentation des salaires, nous imposerons la réduction du temps de travail. Cela nous permettra à tous, ingénieurs compris, d'avoir plus de loisirs, en passant moins de temps à l'usine.

(Extrait du n 190 de la V. O. Chausson)

CHEZ MICHELIN

GACHIS

Depuis fort longtemps on parle de déménager de l'usine des Carmes - trop au centre de la ville - les services productifs. Pour certains d'entre eux, le service Z et certains ateliers de O, le transfert est en cours, à la Combaude ou à Catarroux.

Que l'on détruise des ateliers vétustes comme Z il n'y a rien à redire ; ce qui choque davantage, c'est la démolition d'installations presque neuves comme celle de O.

Ainsi pendant que le bruit des marteaux-piqueurs ajoute au bruit ambiant, nous pouvons voir comment l'argent gagné sur notre travail est gâché. Et dans toute l'usine, on construit et on détruit de même, pour gagner de la place, pour aménager, etc.

Ainsi l'argent que l'on nous refuse pour vivre décemment, nous le voyons se gaspiller sous nos yeux.

(Extrait du n° 131 de la V.O. Michelin).

CHEZ OLIER

BONI...MENT

Le système de paiement au boni continue à faire des ravages. A chaque paie, certains d'entre nous retrouvent sur les feuilles des manques inadmissibles. Chaque fois nous sommes amenés à monter chercher des explications le plus souvent laborieuses, et la rallonge.

Actuellement après l'augmentation des cadences certains ont reçus quelques centimes d'augmentation sur le boni tandis que d'autres se voient menacés de perdre 1 franc par jour où ils ne feront pas les nouvelles normes.

Voilà le jeu de la direction. Reprendre aux uns pour donner aux autres. Pour elle c'est tout bénéfice ? Elle a réussi à nous diviser et elle voit sa production augmenter sans frais supplémentaires.

Tous les ouvriers commencent à comprendre qu'ils ont été roulés. Mais rien n'est perdu. Une production qui a augmenté peut aussi baisser.

(Extrait du n° 10 de la V.O. Olier.)

...capitaliste

NOUS ne pouvons étant donné la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA — Bois - Colombes (Seine).

AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PANHARD. — Paris XIIIe.
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 7 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 18.
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — Département 12.
R.N.U.R. — U 5.
SAVIEM — Saint-Ouen.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.P.L., Saint-Chamond.
J.J. CARNAUD. — Lyon.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
S.M.P.A. — Saint-Nazaire.
NEYRPIC. — Grenoble.
WESTINGHOUSE —

ELECTRICITE ELECTRONIQUE :
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.
CABLES DE LYON. — Lyon.
C.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS. — Générale.
CHEMINOTS. — Chapelle-Triage.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
HOSPICES CIVILS DE LYON.
QUAIS et DOCKS. — Marseille.
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Flandre, Paris.

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

UN CONGRES DE LA SCLEROSE

Le 35e Congrès de la C.G.T. vient de tenir ses assises. Congrès de l'appareil stalinien dans le mouvement syndical, avec ses militants triés soigneusement sur le volet. Congrès de l'immobilisme d'où toute vie fut absente. Que ceux syndiqués, qui pensent le contraire nous expliquent où et quand il y eut un travail de préparation et de discussion pour définir une orientation et dans quelles conditions furent élus les délégués au Congrès.

A l'inverse de ce qui se passait aux débuts de la C.G.T. où il y avait une lutte des idées qui n'allait pas sans quelques empoignades, indices d'une vie certaine, un secrétaire permanent, et élu à vie, donne le ton par un discours d'ouverture. Puis, après les discours stéréotypés, se succèdent avec les applaudissements debout, assis, comme à la messe.

Le jour où une lutte véritable se déclenchera, son succès dépendra de la résolution des ouvriers, de tous les travailleurs, à se passer de ces robots de la défaite.

Extrait du numéro de mai de « L'Etincelle », organe C.G.T. de la C.A.F.L. Saint-Chamond (Loire).

" A PROPOS DU MOUVEMENT DU 5 MAI "

« A l'appel des unions régionales pour une journée d'action le mardi 5 mai, un débrayage de deux heures était décidé...

« Au cours de ce débrayage, une manifestation en ville était prévue, mais la pluie tombant sans interruption, les responsables syndicaux hésitaient ; les travailleurs consultés décidèrent en masse de la maintenir, et c'est pourquoi, bien qu'avec un peu de retard, un cortège se forma et parcourut plusieurs artères de la ville et se retrouva devant les Ets Dolex, dont le patron est M. Dumas, membre de la Chambre patronale.

« Une délégation demanda à être reçue pour remettre à ce patron deux lettres adressées à l'A.S.M.P.L. (une pour les ouvriers et l'autre pour les mensuels). Celui-ci refusa et les lettres furent remises à sa secrétaire.

« C'est à ce moment que se produisirent des incidents (bris de carreaux), provoqués par des éléments exaltés, sans doute émules des théories que prône à longueur de colonnes le journal « Voix Ouvrière ».

« Si nous sommes d'accord pour que les travailleurs montrent leur mécontentement, justifié face à des patrons appliquant le plan de stabilisation qu'ils ont eux-mêmes dicté au Pouvoir, nous ne pouvons pas approuver des actes qui relèvent du vandalisme et qui ne feront avancer en aucune façon les revendications de la classe ouvrière. Ceci ne veut pas dire que nous devons rester passifs car, comme nous l'avons dit bien avant « Voix Ouvrière », l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

...S'il ne pleut pas !

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT
Institutionalisation de la ségrégation

● Suite de la page 2

Ces diverses dispositions ont été appliquées avec le maximum de bienveillance de la part des pouvoirs publics.

— une circulaire ministérielle de mars 61 déclare que « la conclusion d'un contrat ... ne doit pas être obligatoirement précédée de l'inspection systématique et approfondie de chacun des maitres en fonction dans l'établissement intéressé » — maitres dont la qualification requise est d'ailleurs faible (pour être « sous-contrat », il suffit d'être bachelier dans les classes de 6e et de 5e, de posséder un certificat de licence en 4e et 3e).

— un décret de novembre 60 établit que « les services rendus antérieurement dans l'enseignement privé seront comptés entièrement pour le reclassement » (alors que la même disposition n'existe pas pour tous les services effectués dans l'enseignement public).

— des avances récupérables ultérieurement, en partie ou en totalité, sont consenties pour le paiement des cotisations de Sécurité sociale dues par les écoles « en difficulté ».

Toute cette politique que le gouvernement justifie par l'insuffisante capacité d'accueil des établissements publics face aux effectifs d'âge scolaire, cherche surtout à prévenir des « convulsions sociales », « à assurer l'harmonie » en formant des « esprits souples sachant s'adapter » (rapport Rueff-Sauvy).

Deuxième volet du dyptique : la mise de l'enseignement au service des besoins capitalistes, par la formation de masses de jeunes capables de s'adapter aux techniques modernes, mais n'ayant qu'une culture générale faible et une spécialisation rudimentaire. M. Landucci, directeur de la firme Kodak-Pathé faisait en effet remarquer au colloque de Royaumont de novembre 1960 : « Il n'est pas bon vivre dans un pays où il y a un excédent de personnes hautement qualifiées car en période de crise, une jeunesse qui a longtemps étudié et qui se trouve sans situation convenable représente non seulement une perte sèche, étant donné les investissements faits, mais encore un risque pour l'ordre établi. » (Cité par Maurice Loi - dans « le Plan Langevin-Wallon de réforme de l'enseignement » - PUF.)

Dans ce but sont multipliés les CEG (Collèges d'Enseignement Général, anciens cours complémentaires) qui dispensent un enseignement moderne « court » (de la 6e à la 3e). Deux avantages : du fait des différences dans la qualification des maitres, l'équipement, etc., l'élève des CEG « coûte » deux fois moins cher que le lycéen ; la majorité des élèves des CEG à l'issue de la 3e entrent directement dans la vie professionnelle, ou bien sont canalisés vers des collèges d'enseignement technique où ils préparent un CAP.

Plusieurs facteurs rendent en effet très difficile l'entrée dans le 2e cycle du secondaire (préparation du baccalauréat).

— absence de lycée sur place et surcharge de leurs classes ;

— infériorité du niveau des études, confiées en grande partie à des instituteurs souvent peu préparés à ce type d'enseignement (si 36 % des élèves échouaient au « probatoire » ce chiffre atteignait 40 % pour les élèves issus des CEG remarque Pompidou - **Le Monde** 21 mai).

Puis, en août 1963, un décret annonce l'établissement autonome du 1er cycle : les CES (Collège d'Enseignement Secondaire) et la décision de supprimer ce cycle dans les lycées (sauf pour la section classique). Plusieurs lycées doivent perdre leur 1er cycle à la rentrée (et dans certaines régions comme la Corse, les élèves doivent aller dans des villes éloignées parfois de 80 kilomètres). Les C.E.S. ou écoles moyennes seront le pivot de l'école gaulliste. Les enfants de 11 à 15 ans y seront répartis en trois cycles (on assiste là à une parodie du plan Langevin-Wallon).

— 30 à 40 % des élèves jugés « non conceptuels » seront mis dès la 6e (11 ans) dans une section « pratique », et feront une formation professionnelle, en partie dans les entreprises. Cette section serait confiée à des instituteurs et formera des O.S.

— une partie importante des élèves restant, sera accueillie dans les sections « concrètes » ou « cycles d'enseignement courts » débouchant sur « l'enseignement professionnel court » (formation des cadres moyens et inférieurs de l'industrie).

— les élèves brillants « appartenant généralement pour des raisons socio-culturelles aux classes sociales élevées » selon M. Dreyfus, assistant à la Faculté des Lettres de Strasbourg, rapporteur devant un Congrès UNR accèderont à la « section théorique » ou cycle d'enseignement long, disposant de professeurs licenciés. Cette « élite » entrera ensuite dans les lycées puis à l'université.

Ainsi sera évité selon M. Pompidou le « tronc commun » du Plan Langevin-Wallon qui « eut en fait consisté à primariser le 1er cycle du secondaire ». Dès la 6e l'élève est donc orienté après une caricature de « cycles d'observation » (de 4 ans prévus par le Plan Langevin-Wallon, il est passé à... 3 mois pour les élèves de 6e. A l'issue du premier trimestre ils sont sur avis des professeurs, répartis entre « modernes » et « classiques » — les élèves les moins « doués » étant déjà envoyés dans le technique à la fin du cours moyen 2e année (9-10 ans). Il y a donc fatalement prédétermination en fonction du milieu socio-familial et la moitié des enfants se trouve dirigée vers l'entrée dans la production à 15 ou 17 ans avec une culture générale indigente et une qualification faible.

Le 2e cycle comprendra trois catégories d'établissements :

— les collèges, formant les cadres subalternes en deux ans d'études sanctionnées par le brevet pour l'enseignement général, et le CAP pour le technique.

— **les collèges techniques**, conduisant en 3 ans au brevet technique (cadres moyens).

— **les lycées d'Etat** : section classique, moderne et technique menant au baccalauréat.

Dans les deux premiers groupes d'écoles la part de la culture générale n'a cessé d'être sacrifiée et la spécialisation professionnelle laisse fort à désirer (surcharge des ateliers, machines vétustes, etc.).

Le « supérieur » est lui aussi remanié. Là aussi distinction entre les « bons » et les « mauvais » qui seront dirigés vers les Instituts de Formation Technique Supérieurs (deux ans d'études contre quatre en licence) ; en l'absence d'un système équitable de bourses l'orientation sera là encore faussée.

Donc, toujours deux voies :

— celle imposée aux enfants des masses travailleuses, et celle offerte aux enfants des classes aisées. La ségrégation actuelle va donc s'accentuer encore. En 1959-1960 la fréquentation des classes de 6e s'établissait ainsi, en fonction de l'origine sociale :

	lycées-collèges	CEG
Ouvriers agricoles	1 %	3 %
Cultivateurs	7 %	10 %
Ouvriers	19 %	36 %
Artisans - commerçants	15 %	15 %
Employés	18 %	16 %
Cadres moyens ..	15 %	10 %
Cadres supérieurs, prof. libérales ..	17 %	3 %

(enquête de l'INED)

Cette réforme a donc des buts politiques précis, mais, si elle répond au désir profond de la bourgeoisie, elle n'en n'est pas moins génératrice de contradictions : à force de malthusianisme, les capitalistes se privent d'un nombre suffisant de techniciens hautement qualifiés, la recherche, et par conséquent la valeur compétitive de l'économie nationale en souffrent. Enfin, son application même est compromise par l'asphyxie budgétaire de l'Education Nationale.

Face à cette dégradation constante de l'enseignement depuis 1958 que font les syndicats ?

— des campagnes de pétition (pétitions laïques en 1959) - des grèves tournantes, par Académie - des actions catégorielles comme la grève des heures supplémentaires dans le second degré en septembre 63 (suspendue contre la création de la commission Laurent chargée d'étudier la situation des enseignants, ce qu'elle fit avec autant de célérité que la commission Massé pour les mineurs et autant d'efficacité).

— la grève administrative du 12 février au 24 mai 1965 dans le secondaire (refus de communiquer les notes à l'administration, de remplir les bulletins, et de participer aux conseils de classes). Elle vient d'être suspendue, sans avoir reçue la moindre miette du pouvoir... alors que les syndiqués consultés à la rentrée de Pâques avaient par 8.383 voix contre 6.856 voté pour la poursuite du mouvement, non pas tant par confiance dans cette forme d'action, que par refus de capituler inconditionnellement.

Signalons d'ailleurs qu'une circulaire obscure de Fouchet a demandé aux intendants de retenir trois journées de traitement par mois en guise de « représaille », ce qui fut fait dans certains lycées. Les bureaucraties syndicales justifient leur capitulation par l'intérêt immédiat des élèves et une hypothétique action future (dont ni la forme ni la date ne sont précisées), en accord avec les Associations d'élèves (communiqué du SNES au « Monde » du 22 mai).

En réalité, les bureaucraties syndicales redoutaient devant la volonté de lutte de leurs adhérents d'avoir à étendre le mouvement, d'avoir à le durcir... que ce soit chez les enseignants ou chez les ouvriers les bureaucrates nagent dans les mêmes eaux et savent très bien bafouer la démocratie, diviser les luttes. Quant à organiser la victoire c'est autre chose.

Paule BERTIN

EN BOLIVIE

« indépendante » aurait dû choisir la voie cubaine ,c'est-à-dire affronter l'impérialisme américain. Pour avoir cette force, elle aurait dû s'appuyer sur les masses travailleuses, ce qui représente pour elle un réel danger.

L'ayant refusé notamment en novembre 64, l'Etat bolivien ne peut que chercher de coups d'Etat en élections et de pronunciamentos en émeutes, d'autres Estensoro qui seront également impuissants devant les exigences de l'impérialisme, également impuissants devant les masses.

Françoise MAIGNAN

LA SEMAINE SANGLANTE

● Suite de la page 1

En protégeant par leur débarquement ce qui restait des forces de droite, en les équipant, en leur donnant le moral de gens qui se sentent protégés par beaucoup plus fort qu'eux, en leur permettant d'écraser une partie de leurs adversaires ; c'est désormais chose faite.

Un gouvernement de coalition nationale peut bien maintenant être mis sur pied. Même s'il comprend des représentants des révolutionnaires, ce qui n'est pas sûr du tout, ils ne pourront plus être que les otages des impérialistes et de l'extrême droite. Car, une fois les masses domptées et vaincues, le plus sincère des libéraux et des démocrates, et même des socialistes bien que cela ne semble pas le cas ici, ne représente plus rien, quel que soit son titre.

Juan Bosch ou Camano étaient et sont inquiétants pour l'impérialisme, même s'ils ne désirent que de la démocratie quand, s'ils sont au pouvoir, le peuple est en même temps en armes dans la rue. Celui-ci massacré, on peut aller jusqu'à traiter avec eux. Bien plus, le mieux serait encore qu'ils acceptent directement ou par intermédiaire de participer à un gouvernement qui ne peut être autre chose que le représentant des U.S.A. Belle couverture démocratique qui pourrait satisfaire tous les libéraux d'Amérique latine et du monde et permettre à toute là gauche de crier victoire, elle qui n'a su se mobiliser nulle part en faveur du peuple dominicain.

Le revirement des Américains ne signifie pas autre chose. Et les luttes internes entre le haut personnel militaire et politique de la Maison-Blanche et du Pentagone, dans lesquelles certains ont voulu voir l'explication de la politique U.S., ne sont rien d'autre que le résultat des difficultés pour les dirigeants impérialistes de savoir à quel moment le rapport des forces peut être estimé suffisamment en faveur de la contre-révolution pour que l'on puisse renoncer momentanément à la force brutale et reprendre le masque démocratique et humanitaire que tous les bourgeois du monde préfèrent.

Les hommes qui sont tombés dans les quartiers miséreux de la capitale dominicaine ne demandaient pas la paix, ce qui est une humiliante façon d'approuver l'esclavage quand on se dit du côté des opprimés de la société impérialiste. Ils ont au contraire préféré affronter le combat même inégal et la mort parce qu'ils mettaient au-dessus de tout leur dignité et leur liberté.

Il y a des défaites aussi méritantes que des victoires et qui ont une signification autrement importante dans l'histoire des hommes. Celle des combattants dominicains est une de celles-là.

A NOS AMIS

Nous éditons régulièrement des affiches reproduisant généralement tout ou partie de l'éditorial des bulletins d'entreprises ou de caractères différent selon les circonstances.

Nous rappelons à tous ceux qui peuvent en assurer le placardage dans leur ville ou leur quartier que nous en tenons à chaque fois à leur disposition (joindre quelques timbres à la demande pour les frais de port).

Nous préciser si nous devons faire un envoi régulier ou pas, et le nombre d'exemplaires désirés.

● VU DE NOTRE FENÊTRE...

UN AVIS COMPETENT

« Si les syndicats n'existaient pas, il faudrait les inventer. Puisqu'ils existent, sachons tenir compte de ce fait pour le bien des travailleurs comme pour celui des employeurs. »

C'est M. Grandval, ministre du Travail, U.N.R., qui l'a déclaré à Bègles (Gironde).

Voilà toute la crainte que leur inspirent nos organisations censées nous représenter.

Voilà bien notre honte.

●

NE NOUS FRACHONS PAS !

Benoit Frachon, secrétaire général de la C.G.T., a été reçu par le président de la République. La dernière réception de ce genre remonte à 1958. A l'époque, la C.G.T. avait refusé de s'y rendre, prétextant que c'était cautionner le pouvoir gaulliste. La caution de la C.G.T. au pouvoir gaulliste serait-elle maintenant acquise ? Ou était-ce déjà fait en 1958, la déclaration de l'époque n'étant que pure démagogie.

Son attitude lors du référendum sur l'Algérie, de la grève des mineurs et des conflits sociaux actuels suffisent amplement à confirmer la deuxième hypothèse.

●

QUAND ON SAIT CE QU'ON VEUT

D'un tract diffusé le 10 mai aux mensuels de Berliet qui sont en lutte sous des formes diverses depuis plusieurs semaines, signé des trois syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., nous extrayons le passage suivant :

« Un plan d'action a été adopté le 6 mai. Retenons pour l'immédiat l'action de harcèlement. **Déjà des mensuels l'ont nettement compris et des initiatives nombreuses ont été prises : opération téléphone, opération enveloppes, les fusées porteuses des revendications accrochées au plafond, etc., d'autres se préparent.**

« Cette action ne nous coûte pas cher. Elle crée une « bonne ambiance », et, n'en déplaise à ceux qui pensent mascarade, carnaval, elle fait mal à la Direction qui a déjà pris position contre. Elle sait que cette « bonne ambiance » est incompatible avec un bon travail. C'est avec de telles actions que nos collègues de sud-aviation ont amené leur Direction à lockouter leur entreprise. N'est-ce pas la preuve évidente que de telles actions portent des coups très durs à la Direction tout en faisant perdre moins d'argent au personnel. »

Nous nous en voudrions de commenter ce texte car nous estimons que ces syndicalistes-là se moquent honteusement des travailleurs qui leur font confiance.

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. **« Voix ouvrière »** ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront **« Voix Ouvrière »**.

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible. d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction **d'un tel parti**.

FACE

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins.**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs.**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

Tschombé trouve de l'aide à Paris

A bas l'impérialisme français ceux qu'il soutient ceux qui les soutiennent

LES mauvaises langues allaient bon train ! Les « diviseurs » s'en donnaient à cœur joie ! - Incapables de comprendre les subtilités de la dialectique stalinienne, ils dénonçaient un soi-disant « suivisme » du P.C.F. envers de Gaulle, dans les intérêts de la diplomatie soviétique. Ils osaient prétendre que le gouvernement soviétique et même le gouvernement chinois flattaient de Gaulle tout en le ménageant, en raison de leurs intérêts diplomatiques de « grandes puissances ».

Bien sûr, un officiel soviétique déclarait que « la politique de la France se rapproche de la nôtre ». Bien sûr, le gouvernement et les journaux chinois soulignaient « le côté positif et progressif de la diplomatie française ». Bien sûr, M. Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT « s'est mis d'accord avec la président de la République ». Mais comme dit M. François Billoux : « Devrions-nous faire grise mine lorsque sur telles ou telles questions le chef de l'Etat dit des choses sensées ou prend des initiatives allant dans un sens positif ? » Si la politique gaulliste est juste, pourquoi ne pas l'approuver ? Mais il va sans dire que si la diplomatie française prenait un côté moins « positif », le P.C.F., de même que la presse et les gouvernements soviétique et chinois dénonceraient l'impérialisme français avec la même vigueur que l'impérialisme américain.

Eh bien ! ce jour est enfin arrivé. De Gaulle a reçu Tschombé, le pantin sanglant, « M. tiroir-caisse » comme disait « L'Humanité ». Il va lui accorder une aide qui lui permettra d'achever de noyer dans le sang la rébellion congolaise.

Déjà, une campagne de presse a été déclenchée en Chine et en URSS : une manifestation de 200.000 personnes a parcouru les rues de Pékin en scandant : « l'impérialisme français est un des plus féroces ennemis des peuples du monde entier ».

Déjà, le PCF a lancé une campagne de manifestations, motions, pétitions, vœux pieux, résolutions, meetings de solidarité, etc.

On va voir ce qu'on va voir !

Trêve de plaisanteries ! On ne verra rien du tout, ni manifestations, ni meetings, ni campagne de presse. Comme lors de l'intervention française au Gabon, le PC ne fera rien, si ce n'est un ou deux petits articles dans « L'Humanité ». En Chine et en URSS, c'est à peine si l'opinion publique sera informée.

La politique des bureaucrates est désespérément sans surprise. La bureaucratie russe a sacrifié la révolution espagnole, la classe ouvrière allemande, et tant d'autres, sans parler des peuples coloniaux, à ses intérêts diplomatiques, et elle ne demande qu'à continuer. Quant à la Chine, elle montre par son attitude envers de Gaulle, tout le profit que les Américains gagneraient à la reconnaître. C'en serait fini de « la Chine pure et dure, leader des peuples opprimés, qui elle n'a pas sombré dans le révisionnisme... »

Pour tout ramener à leurs sordides intérêts, pour exploiter la crédulité des masses, la Chine et l'URSS sont bien d'accord. Elles contribuent à la survie de l'impérialisme. Mais comme l'impérialisme, leurs régimes sociaux ne sont pas éternels.

Francis Vidal

A CLERMONT-FERRAND

Contre les bureaucrates syndicaux et politiques les manifestants ont sauvé l'honneur

POUR la première fois dans le cadre de la campagne de Tixier-Vignancour, des incidents se sont produits à Clermont-Ferrand.

En cette fin d'année universitaire dominée par les examens, dans une ville où aucune grève sérieuse ne s'est produite cette année, rien ne laissait prévoir de telles violences. La première provocation fut celle du prêt par le maire SFIO de la Maison du Peuple, lieu de réunions syndicales, pour cette réunion d'extrême droite. Les premiers heurts ont eu lieu entre les colleurs et décolleurs d'affiches des partis de gauche, étudiants de l'UNEF et des UEC, organisaitons syndicales et Parti Communiste, et les gorilles de Tixier. Ceux-ci, véritables mastodontes armés de matraques, circulant en voiture assommèrent successivement des étudiants et le secrétaire du Parti Communiste Michelin envoyé à l'hôpital. La voiture d'un responsable UNEF coincée par une 403 de la suite fut abîmée à coups de barre de fer. Les organisations syndicales et politiques diffusèrent des tracts. Les événements furent largement commentés dans les usines et les facultés. La température monta d'un cran dans la gauche locale.

Pour répondre, l'ensemble des organisations, à l'exception de la SFIO, appelaient à une manifestation devant la Maison du Peuple dès 19 h. 30. Le but de la manifestation : « La Maison du Peuple ne doit pas être souillée » ; « Tixier-Vignancour ne doit pas parler, il ne parlera pas. »

Dès 19 h. 30, une foule se rassemble, place de la Liberté devant la Maison du Peuple, qui grossit au dela des espoirs des organisations syndicales : entre 2.000 et 3.000 personnes. Beaucoup de jeunes étudiants, des ouvriers, des professeurs connus, des ouvriers de chez Michelin et nombreux de chez Olier, entreprise métallurgique toute proche. Manifestants de gauche et d'extrême gauche même pour la plupart, mais aussi des apolitiques choqués par les violences des jours précédents et ce ne seront pas les moins décidés.

Dès le début des heurts se produisent entre la foule et le service d'ordre mis en place par les organisateurs, quand celui-ci tente de dégager la chaussée pour faire place nette aux adeptes de T.V. Les manifestants comprennent très vite qu'ils sont là pour crier des slogans pendant que sous la protection du service d'ordre jouant les haies d'honneur, le meeting va se tenir. Ils étaient venus virer T.V., ils vont servir de pleureuses et se disperser après s'être défoulé à crier quelques slogans.

A partir de ce moment et 4 h. durant, de 19 h. 30 à 23 h. 30, une lutte sourde se poursuit avec quelques éclats violents d'engueulade entre le service d'ordre et les manifestants les plus décidés.

Sous un grand désordre, les slogans fusent violents « Les gorilles au Zoo » ; d'autres plus timides (et pour cause) : « Le fascisme ne passera pas ». La Marseillaise et l'Internationale sont entrecoupées de périodes de calme, de discussions animées de petits groupes, petits meetings spontanés. Des moments de tension, des huées contre les adeptes de T.V. qui rentrent. Un instant la violence des cris est telle que l'excitation entraîne des mouvements qui emportent presque le service d'ordre.

Dès que les grilles de la Maison du Peuple se sont fermées sur les derniers participants au meeting T.V. vers 21 h., la foule par sa résistance passive au service d'ordre qui veut la disperser par sa tension ou son apparente détente, la foule va attendre. Déçue à l'entrée, elle attend. Quoi au juste ? Au début rien, mais on ne peut se disperser comme cela, sans avoir rien fait. L'attente entraîne l'attente. Puis de plus en plus précisément, on attend la sortie.

Les organisateurs voulaient une petite manifestation, quelques slogans, un communiqué, ils l'ont. Ils vont s'efforcer de rompre, de disperser la manifestation.

L'attitude du service d'ordre est significative. Bien que nombre de ses membres soient gênés par le sale boulot auquel ils participent, ils tentent de justifier la passivité en faisant appel aux sentiments les plus bas, à savoir la « trouille ». « Les flics n'attendent qu'une occasion pour taper. » « Ils seraient trop contents. »

Il s'agit donc de détourner ce mécontentement de la foule et pour cela le service d'ordre tente une diversion : emmener la foule derrière une couronne au Monument aux Morts, qui a été profané. Trois discours de Martinet, secrétaire CGT appuient la manœuvre.

Vers 21 h. 30, premier discours d'un ton démagogique annonçant après les compliments d'usage : « Manifestation réussie... » le nouveau but offert. La résistance est telle qu'après une demie heure de désordre, de piétinement il procède à une nouvelle prise de parole : « Allons au Monument aux Morts, nous reviendrons ! » Pauvre ruse. Bien peu y croient, malgré tous les efforts du service d'ordre seules 300 à 400 personnes suivent la couronne. Malgré les promesses on tente alors de les entraîner place de Jaude loin de la Maison du Peuple. Contre les organisateurs ils reviennent, renforçant le moral de la majorité qui était restée.

Vers 23 h., c'est la tentative de désespoir qui donne lieu à une nouvelle et dernière prise de parole. Très brève. « Les organisateurs considèrent la manifestation comme un succès. Ils vous demandent de vous disperser. CEUX QUI RESTERONT DESORMAIS, LE FONT SOUS LEUR PROPRE RESPONSABILITE. »

Autrement dit, on vous abandonne à la police et aux gorilles. Les cris hostiles accueillent cette déclaration de « jaune ». Après un moment d'hésitation bien compréhensible la foule reste. La bagarre aura lieu.

Vres 23 h. 30, de 500 à 1.000 les plus décidés sont prêts après 4 h. d'attente. La tension très forte s'accentue. Soudain les gorilles sortent, armés de manches de pioche et de barres de fer. Après un court instant de panique la foule se reprend et riposte avec les pierres qu'elle trouve (elles sont rares ; d'après certains les services de la voierie ont retiré les cailloux de la place dans l'après-midi. Une DS blanche sort en trombe, tirant à blanc ; ses vitres volent en éclat, brisées par les manifestants ; une grenade lacrymogène éclate ; un ou deux gorilles sont malmenés. Presque immédiatement la police intervient pour séparer les combattants, tapant de tous côtés. Le heurt est très violent : des coups de matraques ont blessés quelques manifestants. La police dégage la place sans difficulté. Les manifestants, ayant vengé 4 heures de passivité, se laissent sortir calmement. Quelques-uns s'en prennent à la police ce qui entraînent les derniers heurts entre la police et les manifestants. Enfin, après le départ des forces de police quelques-uns reviennent, propablement pour répondre à l'attentat contre la voiture d'un responsable de l'UNEF, ils s'en prennent à des voitures de la suite de T.V.

Ainsi, malgré le sabotage des bureaucrates du PCF et des pontes syndicaux, la manifestation n'est pas un échec. Grâce à l'énergie des manifestants l'honneur est sauf. Ceux des manifestants qui sont restés n'ont pas l'impression d'être venus à un pique-nique de moutons.

Mieux. Ils auront beaucoup appris. D'abord malgré la déclaration pessimiste du service d'ordre sur les gorilles et la police, ils ont appris qu'ensemble ils sont une force. Une force que les gorilles sont amenés à craindre et à respecter. Ensuite que ceux qui sont les premiers obstacles au combat des premiers partis « dit » ouvriers. Enfin que malgré eux, il reste possible de se battre en les débordant. Leçons gravées pour les prochaines luttes dans la rue et dans l'usine.

Pierre BERGER

PERMANENCES

● **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, le **samedi de 12 à 17 heures.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 heures.**

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le **mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 h 30.**

● **BANLIEUE :**

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, **le samedi, de 13 à 15 h.**

BILLANCOURT : Bar à A l'Olympique », 98, av. du Général-Leclerc le jeudi de 17 h 30 à 19 h 30.

LEVALLOIS : Café « Chez René », 20, rue Baudin. Métro : Pont de Levallois, le **mercredi de 17 à 19 heures.**

● **PROVINCE :**

BESANÇON : Café National, 5, quai de Strasbourg, tous les **mercredis de 18 h à 19 h 30.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **jeudis 3 juin et 17 juin de 10 à à 12 h. et de 17 à 19 heures.**

GRENOBLE : Café «D'Autrans» 5, cours Berriat, les **mardis 8 juin et 22 juin de 17 h 30 à 19 heures.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

LYON : Café « Les Etats-Unis » 137, av. du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e. **Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

MARSEILLE : « Bar de la Treille », 15, place Jules-Guesde (place d'Aix), le **vendredi, de 18 à 20 heures.**

SAINT-CHAMOND : Café «Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les **jeudis 3 juin et 17 juin de 17 h 30 à 18 h 30.**

SAINT-ETIENNE : « Bar des Copains », 11, rue Tréfilerie. **Jeudi, de 15 à 17 heures.**

SAINT-NAZAIRE : Permanence supprimée.

TOULOUSE : Café « Valade », 39, rue Valade, les **jeudis 3 juin et 17 juin, de 17 h à 18 h 45.**

TOULOUSE : « Grand Café des Minimes », 1, avenue des Minimes. **Vendredis 4 juin et 18 juin, de 17 h. 30 à 18 h. 30.**

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon

Paris-Xe

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson · Proudhon

86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail executé par des ouvriers syndiqués.